

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.  
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire : 46722  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

SAMEDI 22  
DIMANCHE 23 MAI 1976

Belgique : 15 FB • Suisse : 1 FS

## LES JOURNALISTES EN GREVE

Les journalistes en grève tenaient hier à la Bourse du Travail six heures d'assemblée sur l'ensemble des problèmes professionnels. Alors que la direction de l'UNSI avançait des arguments fallacieux, en expliquant qu'il ne fallait pas s'engager dans la non parution des titres, (pour éviter que les patrons ne parlent d'échec de la grève en faisant état du nombre de titres parus), un courant combatif s'est manifesté dans l'assemblée.

Dans l'après-midi, l'assemblée a envoyé des délégations à L'HUMA, à Libé, à l'Aurore, et à Rouge, pour les interroger sur leurs projets de parution. Les journalistes de l'Huma ont répondu par un communiqué, publié ce matin dans leur journal, où ils expliquent que la meilleure façon pour un journal ouvrier de soutenir les revendications légitimes des journalistes, c'est de paraître. La position de l'Huma fut accueillie en assemblée par un tollé réprobateur, dont nous ne saurions ignorer les ambiguïtés: la voix de ceux qui voulaient sincèrement une grève plus dure s'y mêle à la voix de ceux qui, ne faisant aucune différence entre presse bourgeoise et presse ouvrière, visent exclusivement à l'efficacité corporative de leur mouvement.

Nous ne sommes pas un journal d'opinion, mais une presse d'organisation; nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais un collectif de militants.

Si nous soutenons la lutte des journalistes, nous ne perdons pas de vue que la non parution d'un journal, comme forme de lutte, peut entrer en contradiction avec des intérêts plus globaux de la classe ouvrière. Ainsi, lors de la grève de la SNCF, il importait, contre l'intoxication officielle en direction des usagers, d'informer les cheminots de la situation dépôt par dépôt et l'opinion des raisons des cheminots. A plus forte raison dans une situation comme Mai 68...

Aussi le plus efficace du point de vue des journalistes en grève aurait-il été de demander à l'ensemble des rédactions grévistes de publier un journal unique, un journal de la grève auquel nous nous serions associés. Ou encore de réclamer à chaque organe se réclamant du mouvement ouvrier un espace libre de

plusieurs pages qui aurait été pris en charge par les grévistes.

Une telle solution n'ayant pas été retenue, se posait le problème des formes concrètes de soutien à la grève. Nous ne pouvions nous y associer en tant que journalistes sur la base d'un appel, celui du Quotidien de Paris par exemple, qui n'envisage pas la spécificité de la presse ouvrière. En revanche, nous étions prêts en tant que journal à manifester notre soutien à cette lutte en ne paraissant pas. A la seule condition que cette non parution soit comprise par les grévistes eux même comme un acte de solidarité au sein du mouvement ouvrier et non comme une grève syndicale (nous n'avons pas de patron, si ce ne sont les milliers de militants qui ont financé le journal). Nous avons donc proposé à l'assemblée des journalistes le vote d'une motion demandant à la presse qui se revendique du mouvement ouvrier de ne pas paraître, en solidarité avec leur lutte. Nous voulions par là que l'assemblée opère une première distinction entre la presse d'opinion et la presse ouvrière; auquel cas nous aurions renoncé à paraître, quelle que soit par ailleurs la décision de l'Huma ou de la presse mao.

Les responsables de l'UNSI, craignant peut-être qu'une telle motion ne place l'Huma dans une position délicate, ont fait mine de ne pas comprendre la question posée et ont enterré la motion sans même la soumettre au vote.

Décider de ne pas paraître n'aurait eu dans ces conditions qu'un seul sens: faire un geste symbolique de soutien, incompris sur le fond des journalistes eux même, alors que leurs responsables syndicaux n'ont rien proposé pour empêcher la presse bourgeoise de paraître et n'ont pas demandé à la presse ouvrière de ne pas paraître.

Nous pensons avoir eu une démarche correcte et cohérente avec notre conception de la presse. Nous avons fait des propositions qui tenaient compte des particularités de la lutte en cours. Nous ouvrons nos colonnes aujourd'hui même à un responsable de l'UNSI. Nous sommes prêts à poursuivre dans ROUGE et ailleurs le débat sur le fond.

## LES JUGES «BRUNS» ?

- 18 et 32 mois de prison ferme pour deux étudiants antifascistes.
- mais qui arrêtera les juges de la 23<sup>e</sup> Chambre correctionnelle ?

• Italie : renouvellement des contrats dans la métallurgie

p.2

• Armée : chronique de l'incorporation

p.10

• Théâtre : pendant les années vingt en URSS

p.14

## LES FLICS HORS DE CARON!

- Jeudi la police expulse les grévistes qui occupaient leur imprimerie depuis près d'un an.
- Hier, à l'appel de la FFTL, grève nationale de solidarité des travailleurs du Livre
- Caen : meeting et manifestation de riposte  
rouen : débrayages dans les entreprises de la ville.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, 250 gardes mobiles, fracassant la porte vitrée de l'entrée, ont fait irruption dans l'imprimerie Caron-Ozanne, que les grévistes occupaient jour et nuit et qu'ils avaient remis en marche au service de leur lutte et des luttes de tous les travailleurs de la région.

Caron-Ozanne: une des quatorze imprimeries occupées aujourd'hui comme Hélio-Lorraine, l'IMRO de Rouen, le Parisien Libéré, Hélio-Cachan, Chaix, etc. Caron-Ozanne: un des plus longs conflits de France. Caron-Ozanne: un journal de lutte, tiré à des milliers d'exemplaires dans l'imprimerie occupée. Une dizaine de numéros

dont les colonnes ouvertes ont donné la parole à nombre de travailleurs en lutte et à leurs sections syndicales: Vet-France, Nestlé, Luchoire, Moulinex, Saviem, Blaupunkt; et aussi dans son dernier numéro: Lip, Rehault, Griffet...

C'est ce trait d'union entre les luttes ouvrières, ce «foyer d'agitation» que la bourgeoisie a voulu réduire à tout prix. En jouant d'abord le pourrissement. Puis, devant son échec, en faisant appel aux juges et aux gardes mobiles.

Si Poniatowski espérait que l'affaire se passerait sans riposte, il en sera pour ses frais: la réaction immédiate de la FFTL appelant à la grève du Livre et

bloquant la parution des journaux du lendemain, la riposte immédiate des travailleurs à Caen et à Rouen, montrent l'ampleur de la solidarité ouvrière. Elles prouvent que les travailleurs ne supportent plus de voir leurs usines évacuées les unes après les autres sans réagir.

Cette riposte immédiate doit maintenant s'amplifier.

Ceux de Caron n'ont pas marchandé leur solidarité, quand il s'agissait d'aider d'autres travailleurs en lutte. Il s'agit maintenant de leur montrer que les travailleurs n'acceptent pas cette répression policière: les flics hors de Caron!



## ITALIE

### Renouvellement des contrats dans la métallurgie

## « CE CONTRAT EST UN ACOMPTE, NOUS DEMANDERONS LE SOLDE APRES LES ELECTIONS »



De notre envoyée spéciale Anna Libera A Porto Marghera (Pétrochimie) les travailleurs ont refusé massivement le contrat à plusieurs reprises. Ala Fiat, Trentin, venu présenter le contrat de la métallurgie, a dû attendre vingt minutes sous les sifflets et les huées, avant de pouvoir prendre la parole. Dans de nombreuses usines moins importantes l'opposition au contrats obtenu par les directions syndicales a été tout aussi importante. Pourtant il ne s'est pas traduit dans la poursuite de la lutte, alors que la combativité ouvrière était intacte. Ce phénomène traduit bien l'attentisme qui exsiste dans le prolétariat italien par rapport aux élections et à l'éventualité de la venue des partis ouvriers traditionnels au pouvoir.

La plate-forme du contrat de la métallurgie était, à l'origine, très limitée par rapport aux exigences qui s'étaient exprimées dans de nombreuses assemblées d'usine en automne dernier et par rapport aux besoins objectifs des travailleurs. Elle demandait 35 000 liras d'augmentation pour tous. Ainsi que des augmentations de prime, ce qui amenait l'augmentation globale du salaire à environ 40 000 liras. Elle ne mettait aucune revendication sérieuse sur la question de l'emploi et les directions syndicales refusaient de poser la question de la nationalisation qui fermaient leurs portes (principalement des multinationales comme Singer et Innocenti-Leyland). La seule revendication sur l'horaire de travail concernait la réduction d'une demi-heure par jour à la Fiat. Dnas de nombreuses assemblées à l'automne, les travailleurs avaient demandé des augmentations de 50 000 liras et la réduction de l'horaire de travail à 35 H.

Si l'on considère l'attaque patronale contre le salaire et l'emploi depuis le début de l'année, on voit que la plate-

forme syndicale ne permettait même pas le maintien des conditions antérieures. Entre les chômeurs réels, les réductions de travail, les travailleurs mis en caisse de compensation, les sans-travail tournent autour de 2 millions dans le pays. De plus les augmentations de prix ont atteint des niveaux inégalés au début de cette année : en quelques semaines l'essence et les huiles de chauffage ont augmenté de près de 5 %, de même les produits alimentaires de première nécessité ont connu des augmentations similaires. Pour le seul mois d'avril les prix ont augmenté de près de 4 % (ce qui projeté sur l'année équivalait à une augmentation de près de 50 %). Il faut bien tenir compte de cette attaque pour évaluer le contenu de la plate-forme et de l'accord réalisés.

Cet accord prévoit une augmentation de 25 000 liras pour tous, plus diverses primes, qui amènent l'augmentation globale à 30 000 liras. Mais cette augmentation est échelonnée dans le temps jusqu'en 1978. De même la réduction d'une demi-heure par jour à la Fiat est adoptée, mais elle ne sera appliquée qu'à la mi 1978 et, même, deux mois auparavant il y aura une rencontre entre les syndicats et le patronat pour voir si celui-ci est décidé à l'accorder. Enfin par ce contrat, le syndicat obtient le « droit à l'information » sur les investissements prévus par le patronat dans les entreprises de plus de 500 travailleurs. « Droit à l'information » qui n'est que pure démagogie, puisque le patronat reste seul maître du choix des informations à donner et qu'aucune forme de contrôle des travailleurs sur ces investissements est envisagée.

Le résultat obtenu est non seulement en deça de ce qui était nécessaire d'atteindre pour améliorer la situation des travailleurs, mais également de ce qu'il était possible d'atteindre vu la très

forte mobilisation dans toutes les usines. Partout la participation des ouvriers a été massive et spontanée. Pour faire adopter leurs concessions, les dirigeants syndicaux ont expliqué qu'il n'était plus possible d'obtenir plus sur le plan revendicatif et qu'il était désormais nécessaire de déplacer la lutte sur le terrain politique. Et il est clair que c'est dans cette perspective que leur discours est passé : la tension et l'attentisme sont très forts dans les usines face à la possibilité de la venue au pouvoir de la gauche qui apparaît comme quelque chose de concret à court terme.

Dans toutes les usines, les assemblées se sont déroulées selon le même scénario : le représentant syndical est accueilli par des sifflets et des huées ; quand il arrive finalement à parler la majorité des travailleurs quitte l'assemblée et, au moment du vote, il n'y a que deux à trois cent travailleurs qui participent (sur plusieurs milliers). C'est à Portomarghera (pour la chimie) et dans les différents établissements Fiat (pour la métallurgie) que le phénomène a été le plus massif : l'Unita (PC) a beau écrire que ce sont quelques dizaines de fascistes qui ont empêché Trentin de parler, la réalité est que ce sont des assemblées de plus de 10 000 travailleurs qui l'ont sifflé (radio Torino Alternativa, une radio libre, a enregistré les assemblées et il s'agit d'un témoignage accablant). Mais surtout la réaction des travailleurs contre le contrat ne s'est pas traduite par la poursuite de la lutte. Le sentiment général était le même : c'est un mauvais contrat, mais prenons cet acompte et nous demanderons le solde après les élections.

Car beaucoup sont les travailleurs (une majorité) qui s'apprentent à voter pour le PC en escomptant bien que leur vote va se traduire concrètement dès l'automne par la satisfaction de leurs revendications.

## ESPAGNE

### VERS LA FONDATION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Le premier numéro de *Joven Revolucionario* (1) vient de paraître. Le projet de cette revue est d'entamer le processus de construction d'une organisation communiste de jeunesse, les Jeunesses communistes révolutionnaires. Ce sont les jeunes militants et sympathisants de la LCR-ETA VI (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale) qui sont à l'origine de cette initiative. La revue est ouverte à tous les jeunes révolutionnaires, les invite à une élaboration collective et à préparer par des débats publics et des discussions, le congrès de fondation de la JCR.

Analysant et dénonçant l'oppression de la jeunesse sous la dictature et le capitalisme, l'éditorial propose une plate-forme d'action et les modalités d'une démarche unitaire pour mobiliser la jeunesse.

« 1) Dans les lycées, EFP (CET), dans les quartiers, nous défendons nos propositions d'action dans le cadre d'organismes unitaires.

2) Nous privilégierons la forme des assemblées générales de quartier, etc. élisant des délégués pour la coordinations de la jeunesse en lutte, en liaison avec le mouvement ouvrier.

3) Nous proposons l'unité d'action permanente à toutes les organisations de jeunesse qui sont partie prenante du combat de la classe ouvrière, c'est à dire indépendante de la bourgeoisie.

L'éditorial conclue en appelant à la constitution de cercles « *Joven Revolucionario* » pour amorcer le débat démocratique sur la perspective du congrès de fondation de la JCR.

Correspondant

(1) *Jeune révolutionnaire*

Neuf personnes accusées d'appartenir à l'organisation basque ETA ont été arrêtées ces jours derniers par la garde civile à Saint Sébastien. Ces personnes sont accusées par la police d'avoir développé leurs activités politiques dans le quartier ouvrier d'Herrera. Selon la garde civile, plusieurs autres personnes ont réussi à s'enfuir.

Mais les activités de la police Juanfranquiste ne se limitent pas au territoire espagnol. Lundi, trois personnes étaient interpellées à Biarritz. Elles étaient arrivées en France dans le but de procéder à des enlèvements de militants basques réfugiés au Pays Basque français. Parmi le matériel saisi dans une des deux voitures utilisées par le commando figurent un pistolet automatique un revolver et deux émetteurs. (A.F.P.)

## IRAN

### DIX MILITANTS ABATTUS

Dix militants iraniens et quatre assants ont été tués, mercredi dans trois villes situées au nord-ouest de Téhéran. La police avait encerclé leurs refuges et ouvert le feu contre les opposants qui se sont défendus, selon le communiqué de la police.

Ces nouvelles opérations anti-terroristes portent à 22 le nombre des opposants au régime fasciste du Chah abattus ces derniers jours en Iran. Dimanche dernier, onze militants avaient été assassinés au cours d'opérations semblables à Téhéran. Quatre policiers et un colonel avaient trouvé la mort dans la fusillade.

## COLOMBIE

### CAMPS DE CONCENTRATION

Plus de quatre cent personnes sont détenues dans la base militaire de Cimitara au nord-est, sans qu'il existe contre elles la moindre charge ni la moindre preuve, a affirmé mercredi un groupe d'intellectuels colombiens à Bogota. Les prisonniers seraient essentiellement des paysans, des ouvriers, des instituteurs, des mères de famille, des commerçants, des écoliers et des étudiants, accusés de relations avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

## CHINE

### PEKIN DEMENT LA MORT DE MAO

Pekin a démenti les rumeurs faisant état de la mort de Mao. Ces rumeurs étaient fondées sur les déclarations de diplomates récemment reçus par Mao (moins longuement que ce que prévoit le protocole) qui l'ont trouvé très affaibli. D'autre part, sur les photos récentes, Mao n'apparaît plus qu'assis. Selon des informations en provenance de Hong-Kong, son interprète aurait été remplacé par un dirigeant politique.

La mort de Mao fut annoncée de nombreuses fois déjà, c'est pourquoi il convient de prendre ces rumeurs avec beaucoup de prudence même si l'échéance de la disparition du « grand timonier » se pose maintenant avec acuité. C'est une des causes de l'ampleur de la lutte qui secoue les sommets du parti et de l'Etat chinois.

## INDE. PAKISTAN

### REDISTRIBUTION DES CARTES



L'Inde et le Pakistan viennent de rétablir pleinement leurs relations diplomatiques rompues en décembre 1971, quelques jours avant le déclenchement du troisième conflit armé entre les deux pays. Alors que le Bengale oriental venait de faire sécession et que l'armée pakistanaise tentait d'écraser le mouvement national bengali, le gouvernement indien parvint à la fois à infliger une lourde défaite militaire à son adversaire pakistanais et à l'affaiblir sur le plan stratégique et économique par l'amputation de sa province orientale. De plus New Delhi, par son intervention, brisait net la dynamique sociale du mouvement de libération bengali et pouvait installer au pouvoir à Dacca, son protégé Mujibur Rahman. Ainsi le statu quo régional, un instant rompu, était rétabli au plus grand avantage du régime d'Indira Gandhi.

Depuis les années 50, le Pakistan s'était ouvertement placé sous la coupe de l'impérialisme américain. Il constitue avec la Turquie et l'Iran plus à l'ouest, l'un des principaux maillons du dispositif d'alliances politico-militaires U.S. entre le Moyen Orient et l'Asie du sud. Depuis l'époque où Ayub Khan gouvernait le pays par la loi martiale, Pékin a lui aussi toujours entretenu d'excellentes relations avec le régime pakistanais. Après la guerre sino-indienne au Tibet en 1962, et l'ouverture du conflit sino-soviétique, l'URSS a donc cherché un allié naturel auprès de l'ennemi de ses ennemis : l'Inde. Moscou lui tourna, lors de la guerre indo-pakistanaise de 1965, tout son soutien diplomatique. Puis vinrent l'assistance militaire et l'aide économique.

La guerre du Bangla Desh renforça encore les alliances contractées. Alors que les USA restaient dans l'expectative et que la Chine apportait un appui direct à la politique contre-révolutionnaire du Pakistan, l'URSS soutint les nationalistes bourgeois bengalis et vit donc son influence dans la région considérablement renforcée après la création du Bangla Desh. Si aujourd'hui, l'Inde souhaite un rapprochement avec le Pakistan, après celui intervenu avec la Chine, à l'encontre de la configuration traditionnelle des alliances politiques dans la région, c'est sans doute pour pouvoir faire figure, l'été prochain, à la conférence des pays non alignés, de tête de file du mouvement, mais aussi parce que

ses positions se sont détériorées au cours de la dernière année. Son principal allié, le régime en place au Bangla Desh, a été renversé en août 1975 et son chef Mujibur Rahman assassiné. L'armée a pris le pouvoir ouvertement à Dacca et d'emblée n'a caché ni ses penchants pro-occidentaux, ni l'appui qu'elle recherchait de la part des secteurs musulmans les plus traditionalistes dans l'élite bengalie. C'était l'occasion qu'attendait le Pakistan et la Chine pour marquer des points après leur cuisant échec de 1971. Le gouvernement pakistanais a été le premier à reconnaître le nouveau régime bengali et la Chine lui emboîta le pas quelques jours plus tard. En contre-partie, les militants maoïstes bengalis furent libérés. Une fois sortis de prison, ils s'empressèrent de chanter les louanges des militaires patriotes en lutte contre les deux maux principaux qu'avait subis le pays : l'expansionisme indien et le social-impérialisme soviétique.

Quatre ans et demi après avoir œuvré à l'indépendance du Bangla Desh, l'Inde se trouve dans un isolement relatif. Tout comme l'URSS, elle a perdu toute influence dans ce pays. Elle l'a même vu se réconcilier par-dessus sa tête et contre elle, avec son ennemi d'hier, le Pakistan. Aujourd'hui, les troupes sont massées de part et d'autre de la frontière indo-bengalaise. Les incidents se multiplient. Et le détournement par l'Inde des eaux du Gange à son profit, au détriment du Bangla Desh vient réveiller, s'il en était besoin, les sentiments anti-indiens des masses bengalies... Une nouvelle guerre couve-t-elle ? Les alliances peuvent se faire, se défaire et se refaire dans le sous-continent. Les régimes réactionnaires en place peuvent encore détourner la colère des masses vers des « ennemis extérieurs ». L'URSS et la Chine peuvent encore rivaliser de finesse pour se tailler des zones d'influences dans la région au détriment du mouvement révolutionnaire des masses. Pour mettre fin à ce ballet sinistre, il faudra en briser les règles, celles de la partition de 1947, du fanatisme religieux et de la guerre sainte. Il faudra les remplacer par celles de la lutte de classe et par celles du droit à l'auto-détermination des nationalités. C'est la voie des Etats Unis Socialistes du sous-continent indien.

G.PANDA

## ISRAEL

### FAIRE BAISSER LA TETE A LA POPULATION ARABE...

La mobilisation des masses arabes en territoire occupé ne faiblit pas. A la répression féroce de l'état sioniste, la population arabe répond par des manifestations de plus en plus militantes et massives : grève générale des commerçants à Jérusalem, Hébron, Djenine... manifestation des lycéens, étudiants et des travailleurs. L'état sioniste en étendant le couvre-feu à Ramallah, El Biré, Jericho et au camps de réfugiés de Balata entend casser l'extension du mouvement qui risquerait à terme, de poser des problèmes à l'intérieur même de l'état d'Israël.

Le gouvernement israélien fait preuve à cette occasion d'une politique répressive de plus en plus féroce : au moins trois morts en trois jours, 150 personnes arrêtées à Jérusalem, 75 mandats d'arrêt lancés, dont un contre le rédacteur en chef du journal El-Chaab, M.Rassam Hassan Da Hboub, agressions à main armée de militants arabes et anti-sionistes par l'extrême-droite sioniste.

D'autre part, l'état sioniste entend continuer sa politique d'annexion : Igal Allon a annoncé à la Knesseth « Israël compte créer de nouveaux points d'implantation dans les territoires occupés, là où ses intérêts stratégiques l'imposent ». Loin de chercher à répondre aux revendications de la population arabe, le gouvernement israélien montre ainsi qu'il cherche à amener la population arabe à « baisser la tête » et à se soumettre devant l'occupant.

Nous avons jugé utile de reproduire - sous forme de suite - un article déjà publié dans Inprecor (bimensuel édité par le secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale) pour expliquer la cause des mobilisations actuelles et la nature de l'occupation et de la répression de l'état sioniste aujourd'hui.

### ISRAEL : L'ARRIERE PLAN DE LA REVOLTE ARABE

par Jon Rothschild

## 1/ UN ETAT JUIF POUR LES JUIFS

En 1940, M R. Weitz, un dirigeant sioniste de premier plan, fit cette remarque dans son journal : « Entre nous, il doit être clair qu'il n'y a pas de place pour les deux peuples dans ce pays... Nous ne pourrions réaliser notre but d'être un peuple indépendant en maintenant les Arabes dans ce petit pays. La seule solution est une Palestine, au moins une Palestine Occidentale (à l'Ouest du Jourdain) sans Arabes... Et il n'y a pas d'autre moyen que de transférer les Arabes de ce côté vers les pays avoisinants, de les transférer tous : pas un seul village, pas une seule tribu ne doivent rester » 27 ans plus tard, en septembre 1967, ce même Weitz, discutant des résultats de la guerre de Juin 67, se reportait à 1948 : « ...Quand les Nations-Unies adoptèrent la résolution décidant la partition de la Palestine en deux Etats, la guerre d'indépendance éclata à notre grand bonheur. Dans cette guerre un double miracle se produisit : des gains territoriaux et la fuite des Arabes ».

Mais pas de tous les Arabes. Les forces armées sionistes initialement chargées de la tâche de vider la Palestine des Arabes accomplirent leur travail avec efficacité. En novembre 1947, la population arabe du territoire qui allait devenir l'Etat d'Israël, se chiffrait environ à 800 000 personnes. Vers le début de 1949, ce chiffre avait été réduit à 133 000. Plus de 650 000 arabes expulsés furent dispersés dans tout le monde arabe, la majorité d'entre eux s'installant dans des camps de réfugiés misérables, dans la bande de Gaza, en Jordanie, en Syrie, au Liban. Ce sont les réfugiés arabes, « oubliés » pendant quelques 20 années par la majorité de « l'opinion publique » qui rappelleront leur présence vers le début de 1968, par la montée de la Résistance Palestinienne.

### Des arabes israéliens.

Le sort des autres 133 000 arabes de Palestine fut différent. Ils ne devinrent pas des « réfugiés palestiniens » ; mais des « arabes israéliens ». Une grande partie d'entre eux se virent accorder la citoyenneté israélienne dans le nouvel Etat sioniste. Selon les affirmations de la classe dirigeante sioniste et de sa machine de propagande, ces arabes jouirent d'une vie enviable, bénéficiaient de tous les droits accordés en Israël. « l'unique démocratie au Proche-Orient »

Au cours de la dernière semaine de mars 76, ce mythe a connu le destin de beaucoup d'autres semblables : la poubelle. Malgré la vague d'arrestations préventives et les attaques contre les premières manifestations, des arabes israéliens déclenchèrent par milliers une grève générale pour protester contre la saisie des terres arabes en Galilée au nord d'Israël. C'est le 30 mars qu'eut lieu cette grève, jour décidé par le Rakah, le Parti communiste israélien, et par le Comité pour la protection des terres arabes, une coalition s'opposant à l'appropriation de la terre par le sionisme. Les forces israéliennes s'opposèrent par les armes à la grève. Au moins 6 arabes furent tués par les militaires israéliens, des douzaines blessés et plus de 300 arrêtés. Les affrontements se produisirent dans au moins neuf villages de Galilée ; la population arabe pour la première fois en plus d'un quart de siècle, s'était dressée avec détermination contre l'armée sioniste. Le pouvoir donna ordre à ses troupes d'ouvrir le feu sur la foule ; à Jérusalem des soldats firent ouvrir de force des magasins qui avaient été fermés en signe de solidarité avec la grève.

### La racine du problème sionisme

Le noyau central de l'idéologie sioniste repose sur une illusion : que tous les Juifs du monde entier constituent une nation unique et que cette nation dispersée a subi une oppression systématique du fait de sa dispersion ; que le problème de l'antisémitisme ne peut être résolu que par le « rassemblement » des membres de cette nation dispersée et l'établissement d'un Etat-nation juif, « aussi juif que l'Angleterre est anglaise » ; et donc toute forme de lutte contre l'antisémitisme qui n'a pas pour but l'établissement de cet Etat-nation juif est une tentative utopique, au mieux dévoyée, au pire désastreuse.

La colonisation de la Palestine réalisée sur la base de cette idéologie prit en conséquence une forme inhabituelle. Selon les formes connues de colonisation, les habitants indigènes sont déplacés par les colons qui détruisent leur société et leur culture et qui en font un prolétariat exploité dans un système économique qu'ils contrôlent. Mais les dirigeants de la colonisation sioniste n'étaient pas initialement intéressés à exploiter la force de travail des Arabes de Palestine ; ils avaient comme but leur *expulsion* pour ouvrir la voie à la normalisation de la nation juive, et cela signifiait la création d'une bourgeoisie juive, d'une petite-bourgeoisie juive, et d'un prolétariat juif. Les Arabes de Palestine déplacés par les colons juifs ne furent pas réintégrés en tant qu'ouvriers dans les entreprises possédées par les Juifs ; au contraire, ils furent délibérément *exclus* de la vie économique du secteur juif.

Les trois mots d'ordre centraux de la colonisation étaient :

- 1) Kibush hakarka (conquête de la terre)
- 2) Kibush Haavoda (conquête du travail)
- 3) Tozteret haaretz (cultiver la terre).

Le premier mot d'ordre impliquait que le plus possible de terre devait être obtenu des possédants arabes et qu'aucune terre possédée par des Juifs pouvait être vendue, louée ou rendue de toute autre manière aux Arabes. Le deuxième impliquait que les usines et les fermes possédées par les Juifs n'emploieraient autant que possible que des juifs (en fait, la Histadrout qui se présente fallacieusement aujourd'hui comme un « syndicat » a été formée dans le but de créer un prolétariat juif en imposant le boycott sur la main-d'œuvre arabe). Le troisième impliquait le boycott de toute production arabe par les colons juifs.

« Je dus combattre contre mes amis sur la question du socialisme juif, pour défendre le fait que je n'accepterais pas les Arabes dans mon syndicat, l'Histadrout ; pour convaincre les ménagères de ne pas acheter dans les magasins arabes... Pour défendre le fait de monter la garde devant les vergers, pour empêcher les travailleurs arabes d'y trouver un emploi... Pour renverser du kérosène sur les tomates arabes, pour attaquer les ménagères juives et écraser les œufs arabes qu'elles achèteraient pour louer comme Dieu, le kériin Kayemet (le Fonds juif) qui avait envoyé Hankin à Beyrouth pour acheter la terre des effendis (propriétaires terriens) absents et pour expulser les fellahs (paysans) de la terre ; si acheter des douzaines de dunams (mesure agraire) à un arabe était permis, vendre un dunam juif à un Arabe était interdit, Dieu le défend ». David Macohen, député du parlement israélien.

PROCHAIN ARTICLE : REPRESSION SYSTEMATIQUE DES ARABES.

DJIBOUTI :

Face à l'isolement d'Ali Aref

« OLIVIER STIRN MET LES BOUCHEES DOUBLES »

Ali Aref, premier ministre du « Territoire français des Afars et Issas » (TFAI) se trouve de plus en plus isolé. Les députés continuent de l'abandonner. Ils étaient en effet quarante à avoir été élus sur la liste de l'actuel président du conseil, la LPAI (Ligue populaire africaine pour l'indépendance) ayant refusé de se prêter à la mascarade des élections. A la fin de 1975 un premier groupe de députés, dont le leader était le sénateur Barkat, avait quitté le navire verrouillé, alors qu'Ali Aref tentait de redorer son blason en créant un nouveau parti : l'union nationale pour l'indépendance. Ils ne

essayant d'intégrer dans un projet néo-colonial une LPAI libérale et réformiste. La politique de Paris étant d'assurer la transition inéluctable au mieux de ses intérêts notamment militaires. Mais cette « ouverture » s'accompagne d'un renforcement de la répression (Cf Rouge n°44) et d'un encadrement strict de la vie politique locale. Ce double jeu est patent dans la décision française d'ôter la responsabilité des pouvoirs de police à Ali Aref pour les remettre entre les mains du haut-commissaire de la république, ceci sans seréférer au préalable au premier.



Renforts français en opération

sont plus que vingt aujourd'hui à soutenir un Ali Aref qui multiplie ses déplacements dans les pays africains, et notamment en Ethiopie pour y chercher quelques appuis. Quand au gouvernement français, à la recherche d'un cheval de rechange, il tergiverse et hème le vent, conscient du discrédit croissant de son protégé. Une situation de plus en plus difficile à tenir, à tel point qu'Olivier Stirn s'est rendu mercredi à Djibouti. Voyage imprévu puisqu'il était prévu pour le 25 mai, une rencontre de toutes les forces politiques à Paris avec le secrétaire d'Etat au TOM-DOM.

Il apparaît ainsi, que dans un premier temps, la France recherche une politique d'apaisement en

Une décision qui exprime parfaitement la volonté de Paris de se maintenir après « l'indépendance » à Djibouti et que résume la revue de la défense nationale : « Le départ de nos troupes représenterait un signal d'une gravité extrême pour l'avenir de cette partie de l'Afrique et pour les chances occidentales dans l'océan indien. Je dis bien « occidentales » (Michel Debré numéro de février 1976).

Un souci partagé par les Etats-unis également, désireux de garantir le quadrillage impérialiste de l'océan indien puisqu'il semblerait que la flotte américaine dans la région et la base de Diego Garcia en cours d'installation finale aient été placées en état d'alerte permanente.

Franck Tenaille

L'Apartheid en procès

● La commission d'enquête sur l'apartheid organise sa première session publique ce dimanche 23 mai de 10 à 19 heures. Adresse : Grande salle du Foyer international d'accueil de Paris, 30 rue Cabanis, 75014 Paris (métro Glacière).

Elle est soutenue par de nombreuses personnalités (J. Ziegler, H. Alleg, le pasteur Casalis, des syndicalistes, R. Barthes, J-M Domenach, etc.) et des organisations (Collectif des organisations africaines en France, Syndicat de la Magistrature, MRAP, CIMADE, etc.).

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

La France asphyxie les Comores

● « La France est en train de créer les conditions d'une dissolution d'un jeune Etat Comorien en lui retirant toute assistance technique et financière » vient de déclarer le ministre des Affaires étrangères des Comores. De fait, le gouvernement Giscard après la farce des élections à l'île de Mayotte dépendant auparavant des Comores, tente de déstabiliser économiquement le nouvel Etat indépendant. Pour consolider ses positions à Mayotte il organise des déplacements de populations, instaure une administration directe échappant totalement au contrôle des autorités légales comoriennes, crée le chômage. Il a fait tomber de 10 % à 3 % (de la population active) le nombre des salariés des Comores et le taux de couverture de la balance commerciale n'est plus que de 31 %

La politique militaire de Giscard

2) LES ATTRAPE-MOUCHES ET LA GUERRE CIVILE

Lorsque les mouches tournent dans tous les sens au point de vous empêcher de travailler, on tente de les piéger pour les attirer à soi, et au mieux, pour les utiliser à la pêche. C'est un peu ce qui se passe dans le monde militaire. Les jeunes officiers supérieurs tournent, gueulent et râlent. On leur propose alors des théories à base de vieilleries gaullistes et on espère ainsi les garder avec soi pour lutter contre le mouvement ouvrier, qui lui, à terme, menace sérieusement. Mieux, conjoncturellement on cherche à utiliser ce mécontentement pour le faire peser en sa faveur dans les querelles internes à la majorité présidentielle. On gueule plus fort, on bouscule le Président en toute franchise militaire. Ça plaît.

C'est en gros ce que font actuellement Gallois et Sanguinetti, le militaire et le politique en lançant une offensive de grand style en faveur de l'armée de métier. Suivis en cela par une partie de la presse bourgeoise (Le Point, France Soir), ils ne se trompent pas d'adversaires. Certes ils attaquent la doctrine officielle, au nom de la pureté gaulliste, mais ils passent tous les deux de longues pages de leurs livres à « démystifier » le danger politique d'une armée de métier (1). La gauche se trompe et trompe les officiers car souligne Gallois « Communistes et socialistes... sollicitent la clientèle électorale que constituent les cadres de l'armée »

Ce dernier appuie d'ailleurs sa démonstration en faveur de l'armée de métier sur une argumentation essentiellement technique (les contraintes d'une réelle dissuasion nucléaire), laissant à la gendarmerie les tâches de maintien de l'ordre. Il écrit : « C'est à une armée de métier d'assurer la sécurité de la nation et de veiller à la protection des quelques intérêts qu'elle a encore à l'intérieur » (p.247). Sanguinetti, ancien chef des SAC et de la barbouzerie en tout genre, vieux routier du coup de poing contre le mouvement ouvrier, est plus direct. Il reprend bien sûr les trémolos surannés de l'indépendance nationale à base de nucléaire, mais il insiste sur la nouvelle menace : il faut se préparer à la « stratégie indirecte ». Celle-ci « va des opérations dans les secteurs périphériques des batailles sur des fronts excentrés, jusqu'au terrorisme, l'enlèvement d'otages, et la subversion » (p.152). En

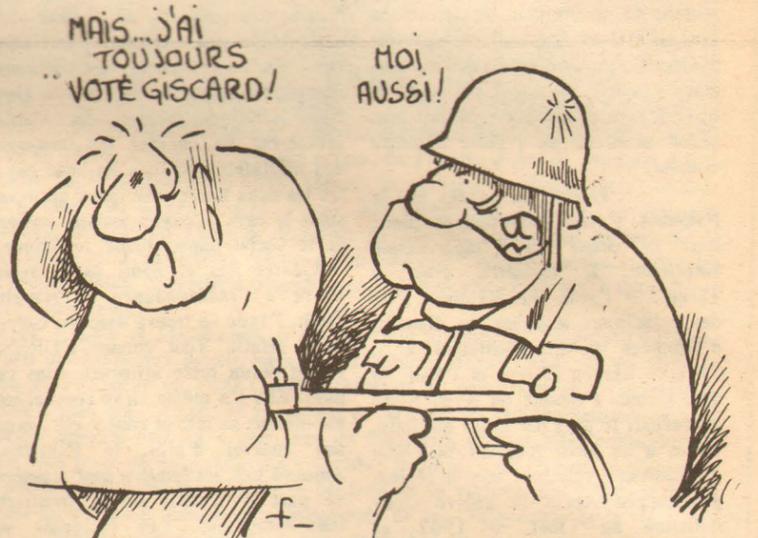
somme, l'armée de métier est certes nécessaire pour jouer aux grands stratèges avec les bombes nucléaires, mais elle est aussi indispensable à la lutte contre l'ennemi intérieur. « Les armées doivent être adaptées à la situation. Or, on ne combatta pas dans des opérations extérieures principales, secondaires ou marginales, avec les appelés. C'est fini ». Et il prêche, contre « les bêtises de la gauche » en faveur d'une armée de volontaires ? Ainsi les « théoriciens » gaullistes s'en donnent à cœur joie, espérant gagner à eux le mécontentement de nombreux cadres

Mais sur ce terrain, ils rencontrent une concurrence inattendue, celle des deux principaux partis ouvrier. Le PS comme le PC essaie de gagner ces cadres en agitant les oripeaux de la doctrine gaulliste. Les socialistes qui ont depuis longtemps reconnu le « fait nucléaire », se font les chantres de la défense nationale indépendante et proposent une réorganisation des forces qui, si elle conserve le service militaire, s'appuie pour l'essentiel sur des forces d'intervention composées de volontaires. Ils crient contre les dangers d'une armée prétorienne, mais une fois la gauche au pouvoir, voient les choses de manière plus réaliste. « Les socialistes au pouvoir, dans un monde en paix, s'interroge Ch. Henu, ne pourraient-ils pas concevoir une « fonction » spécialisée de la défense ? Sûrement oui ! ». (Soldat-citoyen p.162) Les stali-niens, à leur tour, ne sont plus en

reste en matière de gaullisme. S'ils s'affirment toujours farouchement partisans de la conscription, s'ils dénoncent avec plus de force que le PS la réintégration dans l'OTAN, ils mènent campagne depuis un an pour la « défense tous azimuts » chère au Gal Ailleret du temps de De Gaulle. Ce qui a amené récemment baillot, responsable du PC pour la défense, à reconnaître le « fait » nucléaire, en particulier les sous-marins, nec plus ultra de la défense tous azimuts.

On le voit, les cadres mécontents désorientés ne sont pas abandonnés à eux-mêmes. D'un côté, ils sont un des enjeux des batailles politiques qui traversent le personnel dirigeant de la bourgeoisie. Aux théories gaullistes, Giscard répond sans s'embarrasser des doctrines. Il épure et dégage les cadres les plus dangereux. Il construit et sélectionne son personnel militaire comme jadis De Gaulle épura l'armée issue de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale. De l'autre, le mouvement ouvrier qui attire confusément une partie des officiers et sous officiers (50 % d'entre eux ont voté Mitterrand en 74 !), se prépare à gérer l'armée bourgeoise. A vouloir rivaliser de gaullisme avec les gaullistes eux-mêmes, on attrape peut-être quelques mouches, mais on n'engage pas la lutte contre les menées de guerre civile que giscardiens et gaullistes — là-dessus d'accord ! — préparent clairement.

J.Y. Potel (A SUIVRE)



LES « HONORABLES » JUGES DE LA 23<sup>e</sup> CHAMBRE CORRECTIONNELLE RECIDIVENT



Pascal Colomb et Michel Roux ont été condamnés par la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle à 18 et 24 mois de prison ferme pour « port d'armes ». De plus, le juge a fait « tomber » le sursis pour la peine de 8 mois à laquelle Michel avait été autrefois condamné pour « dégradation de véhicules ».

Pascal Colomb et Michel avaient été interpellés après l'attaque militaire des groupes fascistes contre la faculté de Jussieu, le semaine dernière. Leur seul tort : avoir résisté. Jugement scandaleux s'il en est donc. D'autant qu'en la matière, la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle récidive. C'est elle qui avait condamné le 7 mai dernier Jacques Lahyani et Serge Mazoué, deux jeunes antifascistes de Leyallois sur la base

des « témoignages » des nervis de l'UNI à 8 et 12 mois de prison ferme. Dans le même temps, que sont les fascistes devenus, qui ont été arrêtés, armés, au sortir d'un de leur raid contre la faculté de Dauphine ? Où en sont les plaintes déposées par des étudiants du centre Assas contre les agressions dont ils ont été victimes ?

De tels verdicts, qui prolongent la collusion connue entre les hommes du prince Ponia et les nervis, montrent au demeurant quelle politique suivent ces juges qui se prétendent sûrement « apolitiques ».

Mais, il est douteux que nous voyions bientôt les « honorables » juges (honorables comme on dit « honorable société ») de la 23<sup>e</sup> chambre, bientôt mutés à Hazabrouck.

## LA GREVE DES JOURNALISTES

### TRIBUNE LIBRE

**Les journalistes veulent aussi défendre leurs lecteurs**

par Gérard Gatnot

Les journalistes sont de plus en plus nombreux à prendre conscience que leur sort est inséparable de celui de l'ensemble des salariés, et à refuser de n'être que des portes-plumes au service du pouvoir et de la bourgeoisie.

Dans la réalité sociale actuelle, le rôle de l'information ne cesse de grandir. Presse, radio, télévision diffusent nouvelles et commentaires chaque jour, à chaque minute, d'une façon inconnue des générations passées. A une époque où rien ne peut se faire sans l'appui des masses ou, du moins, contre leur sentiment, l'information acquiert un pouvoir redoutable.

Elle peut servir à élever la compétence et la conscience de chacun, être la base d'une véritable démocratie, ou, au contraire, être utilisée pour manipuler l'opinion publique au profit d'intérêts particuliers.

Les responsabilités qui pèsent sur les hommes qui ont pour mission d'utiliser ces moyens d'information sont donc de plus en plus graves. Or, leurs possibilités d'exercer leur métier dans des conditions normales sont de plus en plus menacées.

Sous la pression des considérations commerciales, une large partie de la presse se transforme en simple instrument de distraction ou d'évasion, tendant non à informer le public sur les problèmes les plus importants pour lui, mais au contraire à en détourner son attention au profit de la « sensation ». En même temps, les journalistes subissent une véritable dégradation de leur statut social et sont contraints de lutter sur tous les plans pour défendre leur liberté, leur dignité, leur niveau de vie et la sécurité de l'emploi.

Bien que la constitution garantisse la liberté d'expression et une loi, le statut des journalistes, une pression constante s'exerce pour mettre en cause de plus en plus l'une et l'autre.

En effet, peu à peu, la « liberté de la presse » s'est transformée en « liberté des entreprises de presse ». Les progrès techniques, le coût sans cesse croissant du matériel (qu'il s'agisse d'imprimerie ou de radio-télévision) limitent de plus en plus l'exercice de cette liberté à la minorité disposant de moyens financiers, c'est-à-dire à la couche supérieure de la classe possédante.

On ignore toujours officiellement comment Hersant a pu disposer de 7 milliards de centimes pour s'emparer du « Figaro », ou de quelle façon il a trouvé l'argent pour payer 800 millions l'une des 6 imprimeries décentralisées dont il prépare l'installation en province.

La liberté de la presse reste à conquérir dans de nombreux pays. Le droit à l'information ne peut exister lorsqu'elle est livrée à la discrétion des monopoles. Pour l'essentiel, la presse est devenue un instrument chargé de conditionner l'opinion publique.

Source de profits, elle soutient le profit. La classe dominante l'utilise pour masquer ses contradictions, pour tenter de faire admettre sa politique rétrograde.

Ce n'est pas seulement pour leurs revendications matérielles que les journalistes seront très nombreux à faire grève le 21 mai, à l'appel de l'Union Nationale des Syndicats de Journalistes, qui groupe le SNJ autonome, la CGT, la CFDT et FO.

Certes, leur pouvoir d'achat a diminué de près de 5 % au cours de la seule année 1975. Ils en sont encore à réclamer la semaine de travail en 5 jours. Pour mieux tenter de les mettre au pas, la menace du chômage est un moyen efficace : 1 Journaliste sur 7 est actuellement à la recherche d'un emploi.

Mais par les actions entreprises avant le 21 mai, et celles qui se poursuivront après, une majorité demembres de cette profession veut qu'on en finisse avec les concentrations qui compromettent le pluralisme de l'information et la main-mise du pouvoir et des puissances d'argent sur les plus grands moyens d'information qui met en cause la liberté d'expression et le droit du public à une véritable information.

Lorsqu'un journaliste du « Monde » révèle la volonté de brader une société nationale au secteur public, le ministre des Finances ne trouve rien de mieux que de le poursuivre... pour « vol » ! Lorsqu'un député s'étonne que la police puisse saisir pellicules et documents appartenant aux journalistes afin d'identifier même de simples manifestants, le ministre de l'Intérieur affirme qu'il continuera à procéder ainsi. Lorsque nous exigeons, dans la nouvelle convention collective en discussion, qu'on puisse permettre à un journaliste de refuser d'écrire contre ce qu'il considère comme la vérité ou contre sa conscience, c'est un beau tollé parmi les patrons de presse. Après avoir démantelé l'ORTF dans l'espoir de mieux régner sur des sociétés de radio et de télévision parcellisées, le pouvoir n'hésite pas à placer à l'un des plus hauts postes de l'Agence France-Presse l'homme qui a organisé ce démantèlement et qui dirigeait, depuis, l'officine officiellement chargée de la propagande gouvernementale. Ce pouvoir est un fidèle soutien d'Amaury dans la lutte engagée contre les travailleurs du « Parisien Libéré ».

Cette lutte ne pourra être menée à son terme que dans la mesure où les lecteurs, ces consommateurs de l'information, y participeront. La défense de la liberté d'expression, du droit à l'information ne peuvent être l'affaire des seuls journalistes.

(1) Président de l'Union Nationale des Syndicats de Journalistes, Secrétaire du Syndicat National des Journalistes' CGT

LA GREVE ?  
CONNAIT PAS !



### GRAND REPORTER SE LIVRANT À LA REFLEXION POLITIQUE

Les journalistes en grève. Voilà qui est nouveau : le public en général ne considère pas les journalistes comme des travailleurs semblables aux autres. Il y a une mystification autour de la profession souvent malheureusement entretenue par les journalistes eux-mêmes. Et pourtant la profession se réveille.

Il y a de quoi : un journaliste c'est « un truc » qui s'achète avec les meubles d'un journal - comme vient de le prouver l'affaire du Figaro. C'est quelqu'un de corvéable à merci à qui souvent on interdit de refuser d'écrire des contre-vérités. Censure vivante ou censure passive, ou autocensure, ou routine semi-consciente, les journalistes disposent de peu de droites et de moyens pour se faire entendre en toute sécurité dans leurs rédactions : sur 13 300 journalistes en France, 1 sur 7 est au chômage. Les salaires sont bas : un débutant reçoit dans 1 501 F dans la presse régionale et 2 004 F dans la presse parisienne, pour 50 à 60 h de travail parfois plus. Le patronat de la presse est un patronat de combat qui fait trainer les négociations des conventions collectives et refuse les commissions paritaires sur l'emploi acceptées par le CNPF dans les autres branches.

60 % de la profession est syndiquée : 3 600 sont membres du SNJ autonome, 1 050 de la CFDT, 1 100 de la CGT, 600 à FO et d'autre part 700 au syndicat de droite affilié à la CGC. C'est l'Union Nationale des Syndicats de Journalisme qui a lancé l'appel à la grève, pour le 21 mai. Un grand rassemblement aura lieu à Paris de 14 h à 20 h à la Bourse du Travail, 3 rue du Château d'eau où le public est invité à venir discuter. D'autres initiatives semblables auront lieu en province. Ce mouvement sera-t-il suivi ? Dans un journal comme « le Monde » pour la première fois depuis longtemps se dégage, semble-t-il, une faible majorité pour la grève complète (sans « service minimum ») comme à l'ORTF.

Mais autour de ce mouvement quoi qu'il arrive, se pose la question de la manipulation de l'information, de la liberté totale des sources d'information, de la politique d'information, de la politique gouvernementale (AFP, Le Figaro, pressions de Fourcade à propos du licenciement de Simonnot, grève du Parisien Libéré, les concentrations; les licenciements...) De façon dispersée mais encore non généralisable, c'est la crise d'une profession, c'est celle de l'information,

qui se manifeste. Se battre contre le patronat de la presse, contre les gros orusts tentaculaires qui détiennent les monopoles en tous genres de l'impression ou de la distribution, de Hachette à Hersant. Cela veut dire une nationalisation des grands moyens d'impression et de diffusion et une répartition proportionnelle à l'influence des partis des courants, des organisations et organismes de toute nature sans qu'aucune restriction ne soit acceptée autre que pour des limites matérielles évidentes.

Le combat des journalistes en grève porte aujourd'hui sur la condition même de leur profession mais une telle lutte pose forcément toutes les questions de l'information.



Les 5 et 6 juin

### La fête de Lutte Ouvrière

C'est à Mériel, à 30 kilomètres de Paris. Dans un terrain que les militants de « Lutte Ouvrière » ont entièrement aménagé avec un travail acharné qui a donné des résultats excellents.

On s'y rend en car : des départs sont organisés depuis la porte de la Chapelle. Mais aussi depuis les villes de province : Bourges, Vierzon, Orléans, Tours, Grenoble, Lyon, Sait-Etienne, Nantes, Saint-Nazaire, Rennes, Bordeaux...

Et là-bas, pendant deux jours, on y trouve :

Des orchestres de jazz, de la musique classique, des orchestres de pop. IL y aura presque en permanence du théâtre, des mimes, des sketches. Avec : samedi, Maurice Fanon et Yvan Dautun; dimanche, Colette Magny et lundi, Guy Bedos.

Et cette liste n'est pas complète.

## notes politiques

### MEETING CONTRE LA REPRESSION A STRASBOURG

400 personnes ont participé, mercredi soir, au meeting appelé par le comité de soutien aux inculpés. Celui-ci avait été créé à la suite de l'inculpation de deux militants anti-fascistes qui avaient manifesté contre la venue à Strasbourg du sergent Dupuy de Méry.

Les orateurs dénoncèrent la protection des fascistes par la police, alors que, l'an dernier, le préfet refusait de prêter une salle au Comité de défense des appelés (CDA), alors qu'il y a quelques mois, un militant du SUV portugais était arrêté lors du meeting qu'il devait animer, alors que récemment, une réunion de soutien au peuple sahraoui était interdite.

Un soutien fut apporté aux douze militants de Mulhouse inculpés pour avoir collé des affiches du comité national pour la libération des soldats emprisonnés et aux camarades de la Rote Armee (RAF) emprisonnés en Allemagne.

Correspondant

### LES COMMUNISTES ET LA SECURITE...

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale condamne « les projets répressifs du gouvernement ». Il se prononce « contre les quatre projets de loi de caractère pénal déposés par M. Poniatowski, ministre de l'Intérieur, et qui constituent un nouveau plan d'atteinte aux libertés fondamentales ».

Dans le même temps, la fédération du Rhône du Parti communiste annonce une campagne à Lyon, « pour la propreté et la sécurité ». Elle demande la dissolution des polices parallèles, l'arrêt de la corruption, et des « mesures de sécurité réelle de la population ».

### NATIONALISATION AVEC INDEMNISATION !

L'« Humanité-Dimanche » publie cette semaine, un débat entre Jean Boissonnat, rédacteur en chef de l'« Expansion » et Charles Fitermann, membre du Bureau Politique du PCF. Aux inquiétudes de l'un devant les nationalisations qui « coûteront très cher en indemnisation et poseront à la gauche de difficiles problèmes de gestion », l'autre répond : « Comme le PCF l'a déjà montré, les problèmes des indemnisations pourra être réglé ».

Evoquant d'autre part la question de l'éventail des salaires, Charles Fitermann explique : « S'il est vrai que les grilles hiérarchiques doivent être bien étudiées et les bas salaires relevés de manière substantielle, les différences ne sont pas telles qu'on puisse résoudre les difficultés de millions de gens, en prenant, par exemple, sur le revenu des cadres ».

L'extrême-gauche tire le bilan de l'élection de Tours

## NI UNE PLATEFORME EDULCOREE, NI LA CLARTE PAR LE VIDE

Dans Rouge n°55, *Lutte Ouvrière* a consacré sa Tribune libre à un bilan de l'élection de Tours. A juste titre, car il s'agissait d'un test pour les rapports unitaires futurs au sein de l'extrême-

gauche révolutionnaire. *Lutte Ouvrière* reprend les arguments déjà avancés dans les colonnes de son hebdomadaire, en réponse à une lettre de lecteur :

« La division de l'extrême-gauche est une réalité politique permanente. Il est surprenant d'en déplorer les conséquences uniquement au niveau de l'apparition électorale... »

La division de l'extrême-gauche ne peut que renforcer cette tendance, en empêchant d'offrir une solution de rechange claire et unitaire.

C'est pourquoi nous attachons une si grande importance à la mise en place d'une politique unitaire d'ici les municipales de 77 entre LO, le PSU, Révo ! et la Ligue. *Lutte Ouvrière* rétorque qu'il serait faux de dissimuler « derrière une plate-forme fade des divergences importantes ». Il n'est pas question pour nous d'imposer dans une plate-forme unitaire l'intégralité de nos conceptions et de notre programme, ni d'édulcorer ce qui nous paraît être la ligne de partage entre réformistes et révolutionnaires, mais de rechercher un tel accord, en menant un débat franc et public sur un projet de plate-forme. Si l'accord politique se révèle alors impossible, les raisons en seront claires pour tous. Mais dans le cas de Tours, LO a purement et simplement refusé de discuter en considérant que c'était inutile.

On peut toujours dire qu'un ralliement de la majorité du PSU clarifierait la situation dans l'extrême-gauche. Mais à quel prix ? Notre but n'est pas la politique du pire qui fait la clarté par le vide. Notre but est de convaincre et de rassembler.

Dans leur presse respective, le PSU et Révo ! ont également tiré leur bilan de Tours.

Pour le PSU qui s'enfoncé plus avant dans la mauvaise foi, tout le mal vient du sectarisme de la Ligue, qui aurait « coulé » la « candidature hautement représentative » proposée par lui. Il ne prend pas la peine de rappeler que la dite candidature était celle d'une camarade parisienne du MLAC, non qualitativement différente de celle de Mérijia Surduts. Nous avons sur cette affaire publié l'intégralité des documents dans Rouge. Nous aurions trouvé correct que la PSU en fasse

autant dans sa propre presse pour informer ses militants, au lieu de persister dans des accusations sans preuve, autrement dit des calomnies.

Plus intéressante, la leçon que tire Révo !, pour qui « ce qui est décisif, c'est d'exprimer sur un terrain institutionnel les exigences et les tactiques de lutte les plus avancées ». Révo ! constate que « le camp large de ceux qui dans leur lutte, ont déjà rompu avec les implications stratégiques des réformistes... dépasse de loin l'addition des militants d'organisation ». La conclusion, c'est la proposition de « listes de mouvement » qui ne peuvent être « la simple expression de cartels d'organisation ».

La question des candidatures de cartel fait diversion. Nous nous sommes expliqués à propos de Tours : nous étions prêt à accepter une candidature d'inorganisé présentée par un comité unitaire, dont la campagne serait menée par des comités unitaires à la base, et soutenu par une série d'organisations, à condition que la plate-forme d'accords soit claire.

Or c'est là que le bât blesse, et l'argumentation de Révo ! le confirme. Exprimer que les « exigences et les tactiques les plus avancées » à l'occasion des élections, c'est bien, mais c'est notoirement insuffisant. Les cheminots qui refusent de voir leur lutte subordonnée à l'échéance électorale de 78, les Lips qui demandent la nationalisation de l'entreprise refusée par les partis de gauche, rompent avec la tactique des luttes, avec la stratégie du Programme commun. Mais ils ne voient pas de politique globale de rechange. Aussi, nombre des plus combattifs s'apprêtent-ils à voter pour le Programme commun, parce qu'ils y voient la seule issue politique réaliste. Révo ! devrait tirer les leçons de Tours. Au moment de voter, les travailleurs choisissent ce qu'ils croient être l'efficacité. Pour vaincre leurs illusions, il faut se battre sur le terrain politique, dénoncer sur le fond la stratégie réformiste, lui opposer une politique révolutionnaire. Faute de quoi, nous resterons les porte-paroles des luttes exemplaires, sans perspective centrale, laissant aux réformistes le monopole des solutions politiques d'ensemble et l'initiative sur ce terrain.

Une telle démarche ne gêne pas la majorité du PSU au contraire : elle lui permet de soutenir des candidatures de lutte sans entrer en polémique ouverte contre le Programme commun, donc de se ménager la possibilité d'un ralliement de dernière minute à l'Union de la Gauche qui n'apparaisse pas comme un reniement.

Pour nous, la démarche que nous avons proposée pour l'élection de Tours et que nous reproposeons demain à l'occasion des municipales s'inscrit dans cette double préoccupation : refuser que les luttes des travailleurs soient bradées par les réformistes sous prétexte d'assurer la victoire électorale de 78 ; et refuser tout autant de laisser les réformistes avancer seuls une solution politique d'ensemble.

Pour convaincre, il faut prendre le PC et le PS en tenailles. En avançant sur le terrain des luttes, les plate-formes revendicatives unifiantes, en œuvrant à la généralisation et la centralisation des luttes, en impulsant les expériences de contrôle ouvrier. Mais aussi en défendant dès maintenant la nécessité d'obtenir les droits syndicaux dans l'armée, la nécessité des nationalisations sous contrôle ouvrier, la nécessité d'épurer l'armée, la police et l'administration, la nécessité de rompre les pactes avec l'impérialisme américain, d'abroger la constitution de 58.



Reprenons ces deux points : L.O. part de la division de l'extrême-gauche comme d'une donnée permanente, regrettable certes, mais à laquelle il faut savoir se résigner. L.O. sous-entend même qu'il y aurait un fond d'électoratisme à vouloir surmonter ces divisions seulement à l'occasion d'une consultation électorale. Ce faisant L.O. pose sur un ton fataliste la question des rapports unitaires en dehors de leur contexte politique concret.

Depuis les cantonales, la majorité est minoritaire et le sait. La gauche se considère comme assurée de l'emporter en 78 et s'y prépare. Les travailleurs voient d'abord dans cette victoire électorale à portée de la main le moyen d'en finir avec le régime, même s'ils ne sont pas convaincus que le Programme commun pourra changer la société. Nous nous trouvons donc dans une situation où nous devons contribuer par les luttes à préparer le renversement de la droite, et où nous devons en même temps combattre les illusions semées par le Programme commun, en mettant en lumière les tâches qui se poseraient en cas de victoire de la gauche.

L'extrême-gauche dans son ensemble a enregistré un résultat dérisoire. Son implantation réelle ne se mesure pas aux résultats électoraux, c'est vrai. Il faut néanmoins

reconnaître qu'un score aussi dérisoire (moins de 2% pour trois candidatures) témoigne de la force d'attraction de la gauche unie, y compris sur les travailleurs les plus actifs et combattifs.

## DEBAT AU SEIN DU PSU SUR LA STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE Où sont les divergences ?

Nous avons publié hier un article de François Turquan paru dans « Tribune Socialiste » et exprimant le point de vue de la majorité de la direction du PSU. Nous publions aujourd'hui l'article de la minorité, paru

dans le même numéro. Celle-ci doit tenir ce week-end à Bordeaux une réunion nationale en vue de constituer une opposition avant le conseil national de septembre.

Actualité du socialisme, actualité de la révolution. C'est le point de départ. Le mouvement ouvrier en Europe du Sud s'apprête à engager une gigantesque bataille qui, dans les années à venir posera la question du pouvoir, au-delà de celle du gouvernement.

Il n'est donc pas possible, pour les révolutionnaires du moins, de poser la question du gouvernement séparément d'une stratégie pour le pouvoir.

Cela veut dire d'abord *unité d'action* pour l'action (et pas pour le communiqué) organisée, de la base au sommet, dans des *comités* ouverts à tous :

Dans notre pays (mais c'est aussi vrai ailleurs), les forces réformistes dominent le mouvement ouvrier ; les révolutionnaires sont minoritaires et, de plus, divisés et la révolution socialiste sera accomplie par la grande masse des travailleurs ou ne restera qu'un vœu pieux.

*marcher séparément*, parce que la lutte contre le réformisme est indispensable, *frapper ensemble*, car c'est dans l'action que les travailleurs jugent et tranchent.

Dans les deux années à venir, PC et PS alliés au parti bourgeois des radicaux de gauche (c'est déjà tout un programme !) peuvent monter au gouvernement et occuper l'appareil d'Etat. Ils le feront sur la base d'une politique de collaboration de classe.

Comment, dès lors, transformer ce rapport de force et entraîner les millions de travailleurs qui font aujourd'hui confiance au PC et au PS, dans une autre voie ? L'incantation et la dénonciation ont fait long feu. C'est sur la base de leur propre expérience que les travailleurs dépasseront les illusions réformistes. Favoriser cette expérience, l'accompagner, voilà la première tâche.

Mais indépendamment de leurs intentions, cela déclenchera une dynamique de lutte qui peut aller au-delà.

Etre de plain-pied dans cette dynamique, sans développer l'illusion qu'un gouvernement PC-PS pourra aller jusqu'au bout, voilà la question à résoudre.

La majorité actuelle de la DPN a commencé à y répondre plus ou moins explicitement.

Elle réaffirme l'autonomie organisationnelle du parti et ses divergences avec le Programme commun. Il n'est donc apparemment pas question d'intégrer l'Union de la gauche ac-

tuelle. Il faut plutôt rechercher une renégociation du Programme commun, à partir des propositions « positives » de celui-ci (comme les nationalisations)

et fonder une nouvelle unité (l'unité populaire) capable d'amorcer la transition au socialisme. Si un tel accord (forcément à long terme puisque programmatique) se réalise, le PSU pourra alors envisager sa participation à un gouvernement commun. Il développera une « stratégie du développement » (selon l'expression inédite de V. Leduc) basée sur la dialectique entre la présence au sein des institutions étatiques (des municipales - nous y voilà ! - au gouvernement) et le mouvement populaire. Il s'agira donc d'approfondir ce mouvement d'ensemble « sans déchirer le tissu unitaire ».

Cette orientation qui fait l'impasse sur nombre de problèmes (celui de la

crise révolutionnaire, de comment briser la machine d'Etat, de comment passer de la dualité de pouvoir - qui se construira à la fois au nom du gouvernement de gauche et contre lui - au pouvoir des conseils, etc.) n'est pas très éloignée de celle du CERES ou de la direction de la CFDT.

Seulement voilà, le CERES, lui, peut espérer - à tort - la pratiquer, car il est tendance d'un des deux grands partis ouvriers. Le PSU, qui refuse la fausse alternative de la néo-social-démocratie et du néo-stalinisme, non !

Car : comment pourrait-il croire que, sur la simple pression des luttes, les partis réformistes pourraient changer de nature sans crises majeures ?

● Comment pourrait-il penser peser dans la lutte de classe et préparer une recomposition d'ensemble du mouvement ouvrier, sans adopter une politique de regroupement des partisans révolutionnaires de l'autogestion en un pôle indépendant ?

● Comment enfin pourrait-il croire en une révolution sans révolution ?

C'est sur ces questions que nous mènerons le débat dans les prochaines semaines.

Maguy Guillien (BN)  
Maurice Najman (DPN)

Daniel Bensaïd

## La CFT « accuse » la CGT à Rennes UN PROCES DE DUPES

Tassés dans l'étroit espace que la quatrième Chambre correctionnelle de Rennes réserve au public, une trentaine de militants CGT qui applaudissent bruyamment : c'était hier, l'épilogue d'un procès en diffamation intenté par la Confédération française du Travail (CFT) à l'encontre de la CGT coupable de l'avoir trahie, dans un tract, d'« organisation de malfaiteurs » et de « syndicat-bidon ». Un procès ? Une affaire de dupes plutôt. La séance avait débuté à neuf heures précises. Daniel Bouvet, auteur de « L'Usine de la peur » (voir Rouge du 18 mai), Marcel Michaut, ancien dirigeant CFT, et les autres témoins cités par la CGT étaient tous là.

Mais, des treize témoins cités par la CFT, entre autres son secrétaire général Auguste Blanc, pas un seul n'avait jugé utile de se déplacer. Il est vrai que ce n'était pas la peine, compte-tenu du cours, prévisible, qu'allait rapidement prendre ce pseudo-procès. Alors que les propres statuts de la CFT l'imposent, Blanc avait en effet déposé sa plainte sans être mandaté par le bureau de son organisation.

M<sup>re</sup> Lederman, pour la CGT, avait alors beau jeu de plaider rapidement la nullité de la plainte. Les deux avocats de la CFT, dont l'un est l'adjoint du député UDR local Le Douarec, se défendaient mollement. Le tribunal se retirait et rendait un verdict relaxant la CGT et condamnant la CFT aux dépens. Il était 11 h 30. L'affaire n'avait pas duré trois heures. Et le fond - la CFT est-elle oui ou non un syndicat patronal ? - était soigneusement évité.

Hasard ? Non. Manœuvre ? Sûrement. La CFT n'en est pas

à son coup d'essai. C'est la quatrième fois au moins, à notre connaissance, qu'elle utilise ce système de « défense ». Blanc peut donc difficilement prétendre que c'est par erreur qu'il a omis de se faire mandater par son bureau. Mais la CFT a pu, par ce biais, mener, durant les deux ans où sa plainte a été instruite, une campagne sur les « mensonges de la CGT » qu'elle n'hésitait pas à attaquer en diffamation.

Le jeu, apparemment, lui réussit : elle l'utilisera donc sans doute dans les prochains mois pour tout à la fois se justifier aux yeux des travailleurs et jeter la suspicion sur la CGT.

Qui pourrait l'en empêcher ? Marcel Caille, du Bureau confédéral de la CGT, s'est contenté d'affirmer que « scandalisée par l'attitude de la CFT, la CGT élevait une ferme protestation ». Et d'évoquer les prochains procès d'ores et déjà prévus, notamment le 28 juin à Lyon, en annonçant que cette fois serait la bonne.

Jack Ralite, député PCF venu en « observateur » insista lui sur cette forme de lutte « extrêmement importante » que constituent les pressions « toujours plus forte » des travailleurs sur la commissions des libertés de l'Assemblée nationale afin que ses membres aillent enquêter dans les usines Citroën et Chrysler.

Est-il besoin de le préciser ? Dans cette conférence de presse improvisée, il ne fut à aucun moment question des formes de lutte à adopter, des perspectives à développer dans les lieux-mêmes où sévit la CFT, à l'intérieur des entreprises.

J.E.

### Paysans

Droit de propriété contre droit au travail ;

Depuis plusieurs mois, le domaine de « La Fragneuse » près de Dôle est l'enjeu d'une lutte pour installer un jeune agriculteur sur une douzaine d'hectares que le propriétaire refuse de louer. Daniel Jacquot, fils du précédent fermier reven-

dique, au retour de son service militaire, l'octroi de terres qui avaient été mis en location entre temps. Les nouveaux locataires ont d'ailleurs renoncé à leur bail. C'est maintenant l'opposition du propriétaire qu'il faut vaincre. Le 6 mai, des agriculteurs ont labouré les terres en litige, à l'appel de la FDSEA, du CDJA, MODEF, MRJC et des Paysans-Travailleurs.

## TRIBUNE des luttes

### Inter-syndicale du Centre National d'Etudes Spatiales

Motion adressée à Monsieur le Ministre de la Recherche et de l'Industrie, et aux groupes parlementaires de l'Assemblée nationale. Votée à l'assemblée générale le 20 mai 1976.

Les travailleurs du CNES en grève, réunis en assemblée générale ce jeudi 20 mai à 15 H 30, à l'appel des organisations syndicales CFDT, CGT, CGC, CGT-FO, exigent de la part du ministre et de la direction du CNES la garantie écrite du maintien de l'emploi et l'annulation de tous les licenciements prévus.

— réaffirment que les représentants des organisations syndicales doivent être reçus par le ministre de l'industrie et de la recherche, ainsi qu'elles l'ont demandé dans un télégramme du 19 mai 1976 ;

— refusent le démantèlement du CNES, exigent que son rôle soit enfin clairement défini dans la mise en œuvre de la politique spatiale française, et qu'un plan de charge cohérent lui soit assuré en tenant compte de son statut d'établissement public ;

— mandate les organisations syndicales pour donner suite aux actions engagées ;

— se déclarent fermement résolus à faire aboutir leurs revendications.

Le personnel de la SOPEMEA s'associe pleinement aux actions.

### SNPA (PAU)

## LES GREVISTES S'ORGANISENT POUR VAINCRE

• Les grévistes de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine à Pau rejettent le protocole patronal.

Deux votes ont eu lieu qui ont marqué un tournant dans la lutte :  
- le refus du protocole d'accord présenté par la direction (trois quarts de contre)  
- la décision de poursuivre une grève renouvelable de 24 heures en assemblée générale.

Les consultations ont eu lieu à bulletins secrets, après décision d'empêcher les non-grévistes de voter. Un piquet de contrôle vérifiait d'ailleurs la régularité des opérations auprès de chaque urne. Car il semble bien que la direction ait payé des non-grévistes du centre administratif des Allées pour qu'ils viennent à cette AG y soutenir son point de vue.

L'organisation est alors à l'ordre du jour. Comme le dit une déléguée CFDT, « il faut répondre aux problèmes posés par le chômage technique dans toutes les boîtes du complexe. Il faut aussi s'organiser pour répondre aux attaques que la télévision va déclencher. Tous doivent participer à l'action et des commissions rassemblant toutes les initiatives doivent se créer... »

L'après-midi, des commissions se mettent en place. Avant la fin de l'assemblée générale, les femmes de chez Courrèges (haute couture) viennent expliquer leur grève : « Le patron prétend qu'on peut vivre avec des salaires de 1 300 à 1 500 F

par mois, mais que nous sommes incapables de gérer notre budget. » Elles vendent des fleurs en tissu fabriquées par elles et font une collecte dont les résultats semblent leur rendre un bon moral.

Correspondant Pau

### SUCCES DE L'OPERATION « VILLE MORTE » A PEAGE-DE-ROUSSILLON

A l'appel de la CGT et de la CFDT, une journée d'action était organisée vendredi 21 mai, hier. On peut d'ores et déjà dire que cette journée a été un succès. En effet, de neuf à douze heures, il y avait plus de mille personnes venant de Péage, mais aussi de nombreuses délégations venues des autres usines du trust ; des représentants des usines en lutte de la région étaient présents aussi.

Les commerçants avaient fermé les boutiques, démontrant ainsi leur solidarité avec ceux de Rhône-Poulenc. Dans la ville, de nombreux stands informaient la population de la lutte des travailleurs de Rhône-Poulenc. L'après-midi, un meeting, une fête populaire et un débat public sur l'emploi ont eu lieu. Lundi, une information sera faite sur l'acharnement des travailleurs à sauver leur usine.

Correspondant



L'agence BNP es Gambetta est en lutte sur des revendications locales ; le personnel a décidé l'occupation depuis jeudi. Plus de la moitié du personnel reste sur les lieux jour et nuit ; un piquet explicatif assure la popularisation auprès des clients du quartier. La direction a engagé une action en référé contre l'occupation, une tentative de conciliation doit avoir lieu aujourd'hui.

### COMMUNIQUE

Le personnel du groupe Gambetta de la BNP, 9 place Gambetta à Paris 20ème est en grève depuis le 26 avril à 70 % de l'effectif (144 personnes réparties sur 8sièges) pour obtenir les revendications suivantes : 30 points d'augmentation au titre de rattrapage des salaires par rapport à la moyenne du réseau des agences parisiennes de la BNP. Respect des coefficients prévus par la convention collective nationale des banques. Pour de meilleures conditions de travail. Pour l'augmentation des effectifs (12 personnes demandées, cinq seulement acceptées par la DF).

Le direction générale se refusant toujours de négocier sur ces points, les grévistes occupent les locaux de l'agence principale depuis jeudi matin. Ils ont le soutien des sections CFDT et CGT de la BNP.

Les grévistes demandent à leurs collègues de ne pas effectuer les travaux se rapportant à Gambetta.

## en lutte

### Grève générale au Centre National d'Etudes Spatiales

• Cette action a démarré hier à l'appel de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO et CGC) du centre spatial de Toulouse. Les divers centres de cet organisme public à Evry, et le siège du CNES à Paris, participent à ce mouvement. La situation de l'emploi et l'existence d'un plan de licenciement qui porterait sur une centaine d'agents du CNES en deux ans est à l'origine de cette grève. (Voir la Tribune des luttes)

### La grève sur l'eau :

• Les travailleurs des Sablières de la Seine (Groupe Lafarge) bloquent la Seine avec des barges depuis le 18 mai.

Et environ 200 péniches attendent de pouvoir passer entre le pont d'Argenteuil et le Port de Gennevilliers.

Cette grève unitaire CGT-CFDT a pour but l'obtention de :

— L'incorporation des primes dans le salaire (ce qui représente 40%).

— La diminution du temps de travail.

— La titularisation des femmes aide-marins d'automoteur.

— Création d'une CHS.

— Respect des droits syndicaux.

Correspondants.

• La direction de l'assistance publique de Marseille vient de licencier 2 stagiaires aides-soignants, jugés « inaptes à la profession ». La riposte s'organise. Une journée de grève de tous les travailleurs en formation a été décidée pour le 25 mai. Une manifestation se rendra à la direction de l'APM. La lutte des stagiaires pose d'emblée le problème d'un statut unique pour les travailleurs en formation et c'est d'ailleurs la revendication que met en avant la coordination des travailleurs en formation. La lutte engagée à Marseille doit permettre de mettre en échec les 2 licenciements mais aussi d'aborder l'ensemble des revendications afin que les élèves-infirmiers, éducateurs, etc... soient considérés pour ce qu'ils sont : des travailleurs à part entière.

Correspondant

• Au crédit industriel et commercial, à Paris, avertissements et blâmes sont infligés aux délégués syndicaux qui avaient discuté dans les services pour préparer la mobilisation.

Correspondant

### La Rochelle

• Vingt six ouvriers des ACRP (chantiers navals) passaient vendredi en jugement pour « voies de fait » et « atteintes à la liberté du travail ». C'est-à-dire pour l'occupation et les piquets de grève. Des ouvriers des usines de la ville venus apporter le soutien à leurs camarades (la salle d'audience était pleine) accueillent les juges avec des chansons et des slogans. Ils ne sont manifestement pas prêts à se laisser impressionner par la justice des patrons. Après avoir difficilement énoncé l'identité des vingt six accusés, le juge annule la séance et fait évacuer la salle.

Correspondante

## Caron-Ozanne (Caen)

# L'ATTAQUE

Ils sont intervenus comme à leur habitude, lâchement, au petit matin, quand les grévistes ont déjà derrière eux toute une nuit de garde de l'usine. Certes on s'y attendait. Le tribunal avait décrété l'expulsion en ajoutant la formule désormais rituelle : « au besoin par la force publique »...

Mais cette intervention policière contre une grève qui joue, depuis près d'un an, un rôle de phare pour les luttes de la région, a soulevé la colère et l'indignation. La riposte n'a pas tardé.

## « Quand ils sont venus on a mis la sirène en route »

Interview de deux délégués CGT et CFDT de Caron-Ozanne

**Question : Comment s'est passée l'évacuation ?**

Nous avions prévu pour ce matin-là à trois heures, de faire une petite action sur une boîte, la CGEA, qui est à côté et devait être inaugurée en grande pompe. On devait coller Ouest-licenciements un peu partout. Le réveil venait de sonner quand on les a vus arriver. Trois minutes après, ils étaient là. On a mis la sirène en route. Il y avait sept cars de gardes-mobiles (environ 250 hommes). Quand ils ont entendu la sirène, ils se sont un peu affolés et ont débarqué en vitesse des cars, casqués et avec des boucliers. Ils ont encerclé l'entreprise. Puis un groupe a descendu la porte - sans sommations - à coups de crosse. Pendant ce temps, on finissait de s'habiller. Il y avait deux filles et six garçons. On a donné la consigne de s'asseoir pour éviter de se faire matraquer pour rien. Ça s'est passé trop rapidement pour qu'on puisse être aidés de l'extérieur.

Un gradé est entré : « Tout le monde est là ? Descendez ». Vérification d'identité. Les RG étaient nombreux et prenaient des photos. Les deux syndicats, Renoux et Repussard, chargés de la liquidation, étaient là, pas trop à l'aise. « Où est le papier, le Toyota (pièce de machine) ? ». En somme selon eux, l'intervention, c'était pour récupérer le matériel. On avait prévu, éventuellement, qu'il y ait des témoignages et des photos car on se doutait qu'il y allait avoir l'évacuation, depuis longtemps. Mais ça s'est passé dans la surprise totale. Je pense qu'ils ne pouvaient pas tolérer une usine avec des drapeaux rouges, juste à côté de l'inauguration officielle. D'ailleurs tous les drapeaux rouges ont été immédiatement cassés.

**Rouge : Après être sortis, qu'avez-vous fait ?**

On s'est réunis et on a convoqué les autres. On a prévenu tous les militants de Caen. A dix heures trente, il y a eu une assemblée générale avec une vingtaine de camarades. Ces derniers temps, il n'y avait plus qu'une quinzaine de personnes pour occuper, car les personnes plus âgées ne venaient plus depuis que la menace d'expulsion s'était précisée (3 mai, en référé).

**Rouge : Pourquoi, selon vous, cette expulsion et quelle riposte aviez-vous prévue ?**

Pour la date précise, on pense que c'est à cause de l'inauguration. Pour la décision elle-même, c'est un test pour l'IMRO, le Parisien, etc. Il y a quatorze imprimeries occupées et huit qui ont eu un référé. Une seule a été vidée. D'où le mot d'ordre de grève générale de la FFTL. Sur Caen, on avait lancé il y a quinze jours le mot d'ordre de grève générale dans les imprimeries, en cas de vidage. Une boîte est aujourd'hui en grève générale, c'est Presse administrative

caennaise. D'autres vont débrayer pour la manifestation. Dans les autres entreprises, ils sont tombés d'accord pour une manifestation pour le lendemain à l'appel de l'UL-CGT et de l'US-CFDT (ça touche à peu près toutes les boîtes : SMM, Moulinex, etc.).

Ce soir, à 16h30, l'AG va décider des mots d'ordre pour la manifestation et de combien de fois on se retrouvera par semaine. D'après le préfet, il y en a 47 qui n'ont pas retrouvé de travail. Nous, on en compte une trentaine et quelques cadres. On touche les 90 % depuis octobre. On continue la lutte en exigeant le redémarrage de l'imprimerie. On continuera à sortir Ouest-licenciements. Il était d'habitude tiré à 50 000 avec une collecte. On en a tiré aujourd'hui 250 000. On va continuer le boulot de popularisation. Il y a des rumeurs vagues d'un acquéreur pour les murs et d'une vente aux enchères de matériel. Mais aussi du lancement d'une autre imprimerie dans le coin. On est en contact avec de nombreuses boîtes comme Griffet et Lip. A Besançon, il y a eu une manifestation de trois cent personnes pour protester contre l'expulsion. Pour le moment, notre premier objectif c'est la manifestation de ce soir.

### Les « gardiens »

Dans la zone industrielle, à 15 heures vendredi 21 mai, l'entreprise Caron-Ozanne toujours décorée d'affiches et de numéros d'O- licenciements se dresse au milieu d'un terrain verdoyant. Absolument personne autour. La porte a été remplacée dès hier. Mais les débris de verre de la vitre démolie par la police restent sur place. A l'intérieur cinq employés de la SPGC (société parisienne de gardiennage de l'Ouest) montent la garde. Ils ne peuvent laisser rentrer personne sans laisser-passer. Ils sont arrivés dès hier matin à 7 heures, pour remplacer la police qui avait vidé les grévistes. Les serrures ont été changées immédiatement de peur que les grévistes n'aient gardé les clés. Il montent la garde jour et nuit. Combien de temps ça va durer ? on leur a dit environ deux mois. Quand on leur demande ce qu'ils pensent du boulot qu'ils font, ils répondent un peu gênés qu'ils sont des « anciens travailleurs qui ont trouvé ce moyen de gagner leur croûte. Et si les grévistes reviennent ? « Si on les voit qui arrivent, explique l'un d'eux, on prend notre bicyclette et on s'en va. On n'a pas envie d'avoir une tête au carré... »

## ouest licenciements

MOTIF EDITION  
Les travailleurs en grève de l'imprimerie CARON-OZANNE  
Syndicats CGT/FFTL et CFDT  
Avec le soutien de l'US CFDT - UR CFDT

**CARON-OZANNE**  
Pour le maintien de l'emploi  
Notre solution :

**LE REDÉMARRAGE**

**Trouveront-ils**

**une autre solution ?**

GIRAULT Strittmatter d'ORNANO PONIA GISCARD  
Sénateur Maitre de Caen Vice-Président du Conseil Régional Conseiller Général  
Président de la Chambre Régionale de Commerce Président du Comité Economique et Social  
Maire de Deauville Annuaire de l'Industrie et de la Recherche  
Ministre de l'Industrie  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



Est-ce la seule réponse qu'ils connaissent ?

## NON aux LICENCIEMENTS

# LA RIPOSTE

CAEN :

## « LES FLICS HORS DE CARON ! »

La place St-Pierre, six heures du soir. Des gens venus d'un peu partout pour protester contre l'intervention des flics, et manifester leur solidarité à ceux de Caron-Ozanne.

C'est d'abord le meeting, où doivent intervenir les délégués CGT et CFDT de Caron, et un représentant de la FFTL (le syndicat du livre CGT). Le délégué CGT dénonce les mensonges sur la plus grande entreprise d'imprimerie de la région qui devait

Rouen :

grèves de solidarité sur les entreprises.

A Rouen, la nouvelle de l'évacuation par la police n'a été connue que jeudi en fin d'après-midi. Malgré les délais très brefs de préparation, des débrayages ont eu lieu toute la journée d'hier sur beaucoup d'entreprises. Les plus grosses boîtes ont été touchées. En fin d'après-midi, une délégation s'est rendue à la Chambre patronale. Ils attendaient deux ou trois délégués. La délégation rassemblait 25 personnes ! Il y avait là des travailleurs d'Allais, de Fernandez, d'IROPA, des Petites Affiches, Féret, Paul Duval, Sofiac, etc...

Là, les travailleurs ont expliqué à un interlocuteur qui s'étranglait et répondait en bafouillant que si la même chose se produisait à l'IMRO, il y aurait des débrayages du tac au tac, et que la riposte serait plus longue et plus massive qu'aujourd'hui.

Une autre délégation était partie de Rouen pour participer à la manifestation de riposte organisée sur la ville de Caen.

Correspondant

« bénéficier d'un prêt public important », et qui, brutalement, le 5 juin 1975, a vu quarante licenciements arriver sans crier gare... Le délégué de la FFTL lit une résolution du comité interfédéral qui tient à assurer de son soutien total les travailleurs de Caron qui risquent d'être les premiers à subir une attaque de grande envergure. Il a terminé en criant : « vive la FFTL, vive la CGT ! »

Puis c'est la manif. En tête une banderole unitaire des travailleurs CGT-CFDT des travailleurs de Caron-Ozanne. Ensuite ceux de la Saviem CFDT, de l'IMRO (Rouen), de la FPA, de l'UD CGT CDJ du calvados ; du comité de chômeurs CGT de Rouen, de la FEN etc... Des militants du PCF sont venus avec une banderole, ceux du PS distribuent un tract.

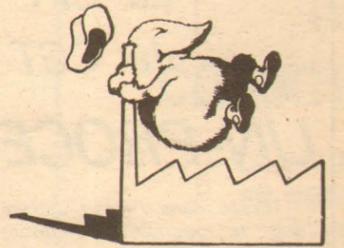
Les mots d'ordre se succèdent. C'est d'abord : « les flics hors de Caron ! » scandé d'un bout à l'autre du parcours. Il y a aussi : « Lip, Caron Griffet : solidarité ! », « Justice bourgeoise, justice du capital ! », « les patrons licencient, licencions les patrons ! », et « Chirac Ponia, ça suffit : dehors les matraqueurs ! »

La manif regroupe 1500 personnes. C'est plus que le premier Mai (qui fut un échec sur Caen), mais le nombre d'entreprises qui se sont mobilisées est resté malgré tout limité. C'est un cortège militant, combatif, qui montre que ceux de Caron ne sont pas seuls, et que les travailleurs n'acceptent plus de voir les grévistes expulsés par les flics sans réagir.

Télégramme de solidarité de l'Union des viticulteurs occitans Aux ouvriers de Caron Ozanne.

Nous nous élevons contre cette intervention des forces de police. Refusons la division. Soutenons totalement votre lutte.

## en lutte



● **Idéal-Standard (Aulnay) :** les manœuvres de l'administrateur provisoire continuent. Après avoir échoé au tribunal dans sa demande d'évacuation de l'usine par les forces de police, c'est le secrétaire du syndicat CGT d'Aulnay qui voit ses 90 % supprimés. Cette répression hypocrite et vile s'inscrit dans le cadre de l'offensive anti-syndicale que le patronat et le gouvernement mènent aujourd'hui dans les entreprises.

● **A l'appel de la coordination nationale,** les stagiaires du centre FPA de Bègles ont décidé en AG de se mettre en grève. A l'instar des autres centres FPA en France, nous réclamons :  
- le SMIC à 2000 F comme salaire minimum y compris pour les moins de 18 ans, qui actuellement ne touchent que 410 F par mois.

- la reconnaissance du statut de travailleur (droit aux ASSÉDIC, congés payés)  
- deux heures par jour au cours du dernier mois de stage pour chercher du travail  
- l'abrogation de l'article 40 (interdisant toute activité politique et syndicale), la reconnaissance des droits syndicaux et politiques, droit d'expression, d'organisation et de réunion.  
- embauche assurée pour tous et sans discrimination.

En l'absence du directeur du centre de Bègles, une délégation est partie porter une motion à la direction départementale de l'emploi. Les stagiaires se considèrent comme des travailleurs à part entière. Ils se coordonnent nationalement et régionalement pour faire aboutir leurs revendications, et pour cela, il est également nécessaire que les organisations syndicales les reconnaissent comme partie prenante du mouvement ouvrier.

**Licenciements à Lille chez Péchiney-Ugine-Kuhlmann**

PUK a trois usines dans la banlieue lilloise : La Madeleine, Loos, et Watrelos. Deux mille six cent travailleurs en 1968, deux mille cent cinquante aujourd'hui et, après l'arrêt de plusieurs productions (notamment les engrais à la Madeleine) une nouvelle charette de licenciements est en préparation.

Le 19 mai, une manifestation intersyndicale de plus d'un millier de travailleurs de PUK a eu lieu dans les rues de Lille, présentée par les directions syndicales comme une première étape dans la mobilisation contre les projets de licenciements et de fermeture (notamment l'usine de Watrelos).

Le PCF avance depuis peu comme solution, la perspective de la nationalisation du trust : mais avec une argumentation de défense de l'intérêt national : « L'accord (de PUK) avec Krupp est réalisé au mépris de l'indépendance nationale » (A. Boocquet, secrétaire de la Fédération du Nord du PCF), « Oui si Péchiney était nationalisé... quel bénéfice pour les travailleurs, la région, le pays » (Liberté quotidien régional du PCF le 19 mai).

## Echec à Monin Echec à Pradel Echec à l'armée

Alors qu'il espérait imposer une révision en sa faveur des accords 76 et notamment une réorganisation des services entraînant la suppression de plusieurs emplois, Monin a finalement dû reculer : pas de suppression de poste. La bataille pour l'emploi et pour les conditions de travail est gagnée.

### La victoire, malgré l'armée, malgré une grève difficile

Certes la grève coûte cher aux travailleurs : 9 jours de salaires perdus. Mais là encore, Monin a dû reculer. Il proposait d'abord 160 F de prime de reprise. En fin de compte, il paiera 500 F dès le vendredi 20 mai et 250 F en juin et en juillet.

Ainsi, par leur combativité et leur unité, les chargeurs de MOS (Monin Ordures Services) ont contraint le patron à un recul. Mardi dernier, comme pendant toute la grève, ils étaient avec leurs délégués CFDT qui négociaient, et ceux-ci venaient leur rendre compte et discuter de l'attitude à prendre. C'est à l'unanimité qu'ils ont décidé d'accepter ce protocole d'accord tout en étant conscients qu'il est loin d'être parfait (il entérine en fait la suppression d'un camion) et qu'il faudra en contrer l'exécution.

Monin avait cru le moment favorable pour imposer une défaite aux ouvriers. Il a bénéficié de beaucoup d'appuis, notamment du

soutien du Maire Pradel, de l'armée, de la presse locale. Mais tout cela n'a pas suffi : les chargeurs de MOS, par leur détermination et avec le soutien de la CFDT et des organisations anti-militaristes, ont gagné la bataille de l'unité en amenant les conducteurs à débrayer à leur tour.

### L'armée n'a pas pu briser la grève

Car, dès lors, l'intervention de l'armée devenait beaucoup plus difficile et peu efficace : non seulement les bidasses ne connaissaient pas l'itinéraire des tournées de ramassages, mais ils étaient peu enthousiastes au travail.

### Vigilance aujourd'hui

Car la police est à la recherche du moindre incident pour s'en prendre aux travailleurs immigrés. C'est pourquoi le gala de soutien, jeudi soir, à la mairie du 6<sup>e</sup> arrondissement, présentait un grand intérêt. Pour permettre de faire le bilan de la lutte et notamment le travail effectué entre les organisations anti-militaristes (CDA, IDS, CLO, CAM) et la CFDT, pour affirmer la solidarité de tous les travailleurs.

Correspondant-Lyon

## Les beaux voyages de Monsieur Cavaillé

Un cortège de DS noires pénètre jeudi matin dans la gare du Nord à Paris, gardes-mobiles sont partout. Sur le réseau banlieue, un train est en gare. Sur le quai, tous les dix mètres, un gendarme mobile armé d'un mousqueton veille. Ce train, objet de tant d'attentions, est le premier d'un nouveau type, le Z 6400, affecté à une ligne de prestige, de Paris-Nord à l'aéroport international de Roissy.

Le secrétaire d'Etat aux transports, Marcel Cavaillé, venait inaugurer, après la ligne de métro jusqu'à St-Denis, ce nouveau symbole du « Progrès technique ». Une fois de plus, ce sont les travailleurs de la SNCF qui sont invités à en faire les frais. La partie de la gare concernée est fermée au public, pour éviter les réactions des cheminots qui, avec leurs syndicats CGT, CFDT, et FGAAC, se sont mis en grève pour 24h. La CGT et la CFDT ont appelé leurs militants à venir assister à cette petite cérémonie.

Une multitude d'hôtesse en vert, en rouge, en bleu, sont là pour accueillir les « personnalisés ». « Parait qu'y en a aussi en jaune » souffle une ménagère qui passe par là. Un peu plus loin les cheminots sont massés. La

grève a été organisée vite, trop vite. Seule la CGT a lancé la grève pour toutes les catégories de personnel. La CFDT s'est contentée d'un appel aux seuls roulants. Le meeting commence, à l'ombre des képis. On dénonce la restructuration capitaliste de la SNCF, la conduite à agent seul que la direction veut imposer sur ce nouveau type de train. L'agent d'accompagnement disparaît. La sécurité ne sera plus assurée. Pour les passagers, mais aussi pour le conducteur. Pour faire passer la pilule, la direction SNCF propose une nouvelle prime de 15 F à l'agent restant.

Protégé par un impressionnant dispositif policier, le train s'ébranle sous les huées. Un cri jaillit : « Allons devant la direction ». La manifestation avance. On crie « Pas de sanctions, du pognon ». Les cheminots traversent le hall. Quelques voyageurs applaudissent. Arrivés devant la direction régionale, le bruit court que ceux du *Parisien libéré* ont bloqué le train de Cavaillé. Un mot d'ordre est lancé : « Parisien libéré, solidarité ». On ne peut mettre un flic derrière chaque travailleur...

S.M.

## PLUS DE BIÈRE, LES BRASSEURS SONT EN GREVE

La brasserie est un secteur économique important dans le nord de la France. Le syndicat patronal (l'Union générale de la Brasserie Française) est dirigé essentiellement par des patrons du Nord : Bonduel, PDG de Pelforth, Brasme, président du syndicat de la brasserie du Nord, Motte, PDG de Motte cordonnier, patron de combat.

Les salaires des travailleurs du Nord sont de 30% plus faibles que ceux des autres régions et de 40% plus faible que ceux des brasseurs belges. L'Union de la Brasserie vient d'accorder une augmentation salariale de 18 à 18,50%. Cela se traduit par un salaire horaire de 12 F 07 (dans le nord, le salaire horaire est, compte tenu des réductions d'heures, de 8 francs 87 !). A l'occasion du 13 mai, des des principales brasseries, Pelforth à Lille, et Motte cordonnier à Armentières ont cessé le travail. Depuis cette date, un grève de 24 h reconductible se poursuit. Les revendications sont claires :

— Salaire minimum 2000 F.

— 300 F pour tous.

— Réductions d'heures : 40 h (car actuellement certaines catégories font 45 heures).

— 5<sup>e</sup> semaine de congés payés.

— Embauche définitive des temporaires.

A Pelforth, 95% du personnel est en grève. Un piquet composé chaque jour de plus de 300 travailleurs traduit la combativité qui règne. Un premier tract intersyndical CGT-CFDT a été diffusé sur toutes les brasseries appelant l'ensemble des travailleurs de ce secteur à rejoindre le mouvement. Dix jours de lutte. Il est possible de vaincre. Les stocks des détaillants se vident. Pelforth et Motte ne peuvent plus réapprovisionner. Leurs patrons devront céder, sous peine de voir les détaillants s'adresser à d'autres concurrents.

Correspondant

## La bataille des examens

# MAIS QUE VEULENT DONC LES ETUDIANTS ?

« Après avoir bloqué le fonctionnement normal de l'université, voilà que les étudiants veulent qu'on leur donne les examens ». Tel est le sens d'une campagne de presse qu'organise le pouvoir tentant, à grand coup d'intox de transformer « l'ignorance du bon peuple » en vindicte populaire. Mais que veulent donc les étudiants ? Tout simplement ne pas être pénalisés pour fait de grève, quoi de plus naturel ! Cette grève n'est pas de leur fait, c'est la réforme du pouvoir qui a amené des dizaines de milliers d'étudiants à cesser les cours, à descendre dans la rue. Les responsables de la situation actuelle sont au gouvernement. C'est la haine et la peur de ces milliers de jeunes qui ont osé contester la politique qui se manifeste dans l'intransigeance du pouvoir quant aux examens.

C'est cette même intransigeance que contestent aujourd'hui tous ceux qui, toujours en grève, refusent de passer les examens aux conditions fixées par le ministère. Accepter de telles conditions, se soumettre, c'est admettre que l'on soit pénalisé pour fait de grève et cela nous ne le voulons pas.

Mais vient alors un nouvel argument, en contestant le déroulement prévu des examens, les étudiants pénaliseraient les enfants

de travailleurs présents à l'université. Voilà donc que ceux qui n'ont jamais contesté la sélection sociale, se lamentent sur le sort des enfants de travailleurs. Ce qu'ils oublient c'est que la réforme du deuxième cycle accroît la sélection sociale, ils oublient que traditionnellement les examens organisent la sélection sociale ! En se battant contre la réforme du second cycle, en se battant aujourd'hui sur le terrain des examens, les étudiants ne se battent pas pour défendre des privilèges, mais contre la politique du régime à l'université, contre l'école de classe et ce combat ils entendent le mener avec les travailleurs. C'est en construisant ce front étudiant-travailleurs contre la politique de formation du régime que l'on pourra le mieux stopper la campagne actuelle du pouvoir qui vise à opposer étudiants et travailleurs.

### RENCONTRE NATIONALE LYCEENNE REPORTEE

Etant donné les conditions de préparation politique et organisationnelle de la rencontre prévue pour ce samedi 22 mai. Etant donné la faiblesse des débats préparatoires, la coordination du 18<sup>e</sup> qui l'avait convoqué une telle rencontre, a décidé de la reporter à une date ultérieure.

## RETOUR SUR TROIS MOIS DE GREVE ETUDIANTE

### 3 / AUTO-ORGANISATION ET DEMOCRATIE

Cependant, malgré toutes ces difficultés, l'auto-organisation démocratique, aura été un des acquis essentiels de la lutte, et l'esquisse du mouvement unitaire et démocratique dont les étudiants ont besoin, demain.

Nous avons expliqué que l'auto-organisation de la grève était à bien des égards exemplaire. Encore faut-il s'entendre sur les mots et ne pas laisser croire que tout était parfait : loin de là ! Simplement pour en faire un bilan critique, il faut comparer avec ce que sont les traditions en la matière dans le mouvement ouvrier français ou dans les luttes passées de la jeunesse scolarisée. De ce point de vue, les aspects positifs du bilan sont importants. Cinq coordinations nationales se sont tenues pour centraliser la grève au travers de délégués élus et non de bureaucrates-syndicaux ou autres jamais contrôlés par les grévistes ; cinq coordinations qui ont regroupé des délégués appartenant à toutes les tendances du mouvement ou simplement inorganisés, élisant un collectif national et par deux fois sortant un journal des comités de grève. Des délégués contrôlés démocratiquement : on a beaucoup parlé de magouilles dans les coordinations, nous y reviendrons. Mais nul ne peut contester que les assemblées générales de grévistes élaient leurs délégués sur la base de motion, de mandats, sur la base, la plupart du temps de la proportionnelle entre les différentes positions en présence. Nombreux sont les exemples de délégués révoqués par les AG pour n'avoir pas respecté leurs mandats ou pris des positions non reconnues par la suite par les grévistes...

Ni en 68, ni par la suite une grève ouvrière ou étudiante n'avait connu une telle auto-organisation se centralisant nationalement. Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions que cet apprentissage de la démocratie directe se soit heurtée à de nombreux problèmes.

Le principal a été celui des rapports entre les organisations politiques ou syndicales et les inorganisés. Entendons nous : par inorganisés nous ne parlons pas d'une certaine catégorie qui fleurit dans les facs et représente bel et bien un courant politique : « sponts » divers, maos qui sont des « inorganisés professionnels ». Nous voulons parler de la masse des grévistes qui malgré une volonté très grande de contrôler la grève, se sentait parfois impuissante face aux différentes organisations. Surout lorsque face à une situation complexe les débats politiques se durcissaient, prenant l'aspect d'affrontements directs entre organisations.

Situation inévitable : la question n'est pas tant que des débats politiques importants traversent la grève que la forme qu'ils prennent, la façon dont ils s'organisent. Par absence de structuration à la base — commission, groupe de travail — qui puissent collectivement préparer et prendre en charge ces débats, les affrontements politiques en AG prenaient souvent la forme exclusive d'affrontements directs entre organisations : de là l'aspect parfois « parlementaire » des débats, leurs per-

sonnalisations entre « leaders » d'organisations. Bref, toute une méthode de débat politique qui ne peut que laisser désarmés les inorganisés.

Nulle démagogie anti-organisation, « apartidaire » ne permet d'éviter la question : dans une situation d'affrontement central avec le pouvoir il est inévitable que différentes stratégies politiques s'affrontent. La question est que les grévistes prennent réellement en charge ces débats. Cette absence de structuration à la base à laquelle s'est heurtée la grève relève de carences, en particulier de la part des organisations ; mais aussi d'une situation complexe : les étudiants ne sont pas des travailleurs soudés par une solidarité, une situation commune au jour le jour, par un passé et un avenir commun. Que l'on songe à Lip : une telle communauté de lutte a pu aussi s'organiser parce que travailler dans une usine, ce n'est pas fréquenter une fac, avoir des liens fluides et passagers. Le principal obstacle auquel s'est heurté l'approfondissement de la démocratie directe dans cette grève a été cette limitation à la structuration à la base permettant une prise en charge des débats politiques.

## Le Tour de France de Papinski

On en parle moins... et pourtant Papinski enseignant muté puis révoqué à la suite d'une inspection continue avec opiniâtreté la lutte pour sa réintégration. L'affaire remonte à 66. Après 10 ans de lutte, et dernièrement 90 jours de grève de la faim, il accomplit aujourd'hui un tour de France. Cinq jours par semaine il dénonce inlassablement le scandale de sa révocation. Il était mercredi après-midi à Vichy où le comité de soutien local animé par l'Ecole Emancipée l'avait invité. 100 lycéens et enseignants engagèrent avec lui la discussion sur l'inspection, l'attitude des directions, syndicales enseignantes, la façon de continuer le combat. 30 enseignants de 2 lycées de Montluçon qui n'avaient pas fait la grève bidon du 7 mai lancée par le SNES ont décidé de verser leur journée de salaire en soutien à Papinski sans revenu depuis deux ans.

## Spécial incorpo

# EN ATTENDANT LA PREMIERE PERM...

Une petite valise à la main, la feuille d'appel dans la poche, quelques souvenirs qui paraissent déjà curieusement lointain dans la tête, on est quelques dizaines, vague troupeau au milieu de la cour. Autour, ça commence à s'agiter. Rien de bien méchant, mais ça gueule. C'est plus fort qu'eux, ils ne peuvent pas s'en empêcher. On cause un peu. « Tu viens d'ou toi ? ». « Ça a pas l'air si mal que ça ». « Un an, après tout c'est vite tiré. Eh, les gars : on pète 365...! ».

« 364 demain matin », répond en acho, un « ancien » qui passe par là.

C'est effectivement comme ça qu'on s'embarque pour un an dans la vie de caserne. Un an au minimum. Car par les temps qui courent les prolongations sont souvent jouées.

Un an de caserne, c'est ce qui attend quelques milliers de gars, qui, dans une quinzaine de jours se retrouveront « bidasse » dans la tranche d'incorporation 06/76. Ça commence par les « classes ». Voyons comment ça se passe.

Il est pratiquement impossible de ne pas être déconcerté les premiers jours de la vie de caserne. Ceux qui ont quelques semaines ou quelques mois d'expérience le savent bien. Surtout s'ils sont organisés en comité de soldats. Aussi, là où existe un comité il est de tradition de faire parvenir, dans toute la mesure du possible, un tract ou une lettre aux nouveaux arrivants.

« Tu débarques de ta Bretagne ou de ta Vendée natale (enfin d'un coin de France bien éloigné d'ici, pour que tu te fasses chier au maximum pendant le temps de transport de tes perms). T'arrives à la prison modèle.

Tout il est beau, tout il est neuf ! Mais... tu t'aperçois très vite que tout le monde il est pas toujours gentil » (Le Travailleur-Soldat, du comité du 71<sup>e</sup> RG d'Issel).

Des lettres de ce type, les nouveaux en trouvent dans les dortoirs, dans les chiottes. Quelquefois, le comité a pu se procurer la liste des incorporés et il a envoyé la lettre de bienvenue par la poste, s'assurant ainsi une large diffusion, imparable par la sécurité militaire. Cette solidarité entre « anciens » et « nouveaux » est évidemment des plus mal vue par la hiérarchie militaire. Elle déjoue en partie deux de ses manœuvres les plus rodées : la division entre les appelés, et leur sous information.

« CHACUN POUR SOI » ?

« On te dira : « chacun pour soi », « il en faut des baisés ». ON encouragera les plus anciens à se moquer de toi en te traitant de « bleu » ou de « bleubite ». Lorsque des vols auront lieu (lors de l'habillement), on les mettra sur le dos de tes camarades, alors que souvent, ils sont commis par les gradés qui t'accusent. Méfie des gradés, pas de tes camarades. On encouragera le racisme. Tout cela a pour but de vous diviser entre vous. Entre nous. C'est pourquoi nous te disons : n'hésite pas à discuter avec tes camarades des problèmes que tu rencontres, car on va essayer de tout faire pour te démoraliser. Les gradés savent que, divisés, les appelés sont plus maniables, plus vulnérables. Cette division, c'est leur force » (lettre du comité du 2<sup>e</sup> RC de Verdun).

Déjouer toutes les tentatives de division est en effet décisif. Malgré toutes les références démagogiques faites à « l'armée, apprentissage de la vie collective », à « l'armée qui casse les barrières sociales », tout est fait, au

contraire pour opposer les appelés entre eux, pour entretenir les rivalités entre les gars, entre les sections, entre les compagnies. « Vous êtes les meilleurs, les plus forts, les plus beaux ! Marchez plus vite, plus au pas, doigts tendus ! Bande de boeufs ! ». Un supplément à une marche de nuit ? « C'est la faute à ceux qui traînent ! ». Un tour de cour en plus pendant la séance d'ordre serré ? « Y en a qui veulent pas marcher au pas ! ». Toutes les armoires d'une piaule virées sur le carrelage ? « Le paquet d'Untel était mal rangé ! ». C'est grossier, mais c'est quotidien. Ça use, et si on ne fait pas très attention, ça laisse des traces.

« ETRE LA POUR EN CHIER » ?

« Nous avons vite fait de comprendre que l'armée c'est l'arbitraire complet, un arbitraire complet destiné à nous briser. Ceci dit, pendant les classes se met en place la machine : on nous enferme, on nous humilie, on nous isole pour casser notre personnalité » (comité de Merignac).

« Ras le calot ».

Le discours du colon, la eroc e soa iie améejaédie par les bons soins du Service d'Information et de Relations Publiques des Armées, quelques cours sur le règlement, les grades... c'est à peu près tout ce qu'un appelé peut apprendre. Le reste il le saura par les gueulements et les menaces. On jouera en permanence sur sa non connaissance supposée de ses maigres droits. Là encore, les conseils des anciens sont précieux.

« Que faire pendant l'instruction ? Il faut exiger de connaître le règlement. Beaucoup d'attitudes, d'ordres te surprendront, te choqueront, il faut que tu exiges la justification dans des discussions collectives. Toutes les brimades physiques ou morales sont interdites. Tous les cours peuvent être des occasions de discussion et de remise en cause » (lettre du 1<sup>er</sup> RAMA).

Connaître ses droits et s'en servir, c'est déjà de la subversion. Non seulement, les appelés sont loin, très loin de bénéficier de l'ensemble des droits démocratiques, mais en plus on rogne constamment sur ceux qui leur sont théoriquement accordés. La lutte de ce point de vue est quotidienne. Elle est insuffisante. Le respect formel du règlement par la hiérarchie militaire ne met en rien les appelés à l'abri de l'arbitraire. Règlement ou pas, les processus de dépersonnalisation fonctionnent à plein, figolés de longue date. C'est là une mise en garde que lance « Tam-tam » le comité du 24<sup>e</sup> RIMA de Perpignan : « Le processus est plus subtil qu'il ne paraît, et vous verrez qu'on essayera de vous faire, par divers moyens, vous intégrer dans la machine. Alors, un conseil et en même temps une demande : RESISTEZ ! ».

(à suivre)  
J.F.V.

### CONSEILS PRATIQUES

Connaître ses droits, oui, mais comment ? A la caserne, ce n'est pas toujours facile. Il est préférable d'être informé avant.

Voici quelques textes tout à fait officiels qui te permettront de faire le tour de la question :

● Arrêté du 30 juillet 75. Il fixe le barème des punitions disciplinaires applicables aux militaires.

● Instruction n°2000 du 5 août 75. Ce sont les modalités d'application du règlement de discipline générale.

Ces textes peuvent être achetés à la librairie Lavauzelle, 25 quai des Grands Augustins, 75 006; PARIS. Ou, par correspondance : BP n°8 87 350, Panazol.

Dernier texte très utile :

Décret n°75 675 du 28 juillet 75. C'est le Règlement de Discipline Générale. C'est publié au Journal Officiel, 26 rue Desaix, 75 732, PARIS.



### LES VERTUS FEMININES A LA RESCousse

Je pense également utile de souligner auprès de vous que le séjour de votre mari sous les Drapeaux doit lui permettre d'affirmer sa personnalité et de prendre conscience de ses responsabilités, et comme citoyen, et comme chef de famille. Croyez bien que toute notre action auprès de lui est orientée dans ce sens.

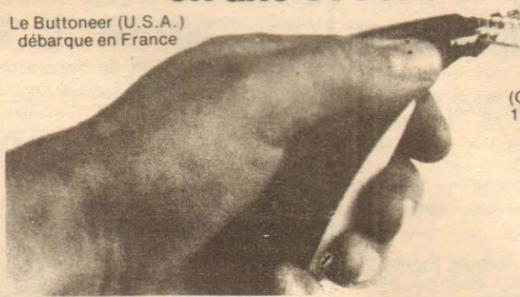
Dans ce domaine, vous pouvez nous aider en lui permettant d'aborder avec courage cette période, certes difficile pour vous deux. Votre calme, votre optimisme, lui permettront de faire face loyalement à l'épreuve que pourrait constituer pour lui, le Service Militaire. Ceci dit, soyez prudente dans les nouvelles que vous lui adresserez : il lui faut si peu de chose pour l'alarmer... et lui faire commettre des erreurs regrettables. Encouragez-le s'il vous semble abattu. Usez de votre influence s'il s'attarde un peu trop à la maison à l'expiration de ses permissions : Faites le rentrer à l'heure au quartier. Et sur le quai de la gare, montrez-vous courageuse à votre tour.

Extrait de la lettre d'un Chef de Corps aux épouses des appelés

### LE GADGET ET LA BRIMADE

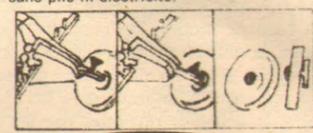
## Ban d'essai du fameux pistolet qui coud un bouton en une seconde.

Le Buttoneer (U.S.A.) débarque en France



(Chargeur 12 coups)

Le principe : Un fil de plastique injecté. Fonctionne sans pile ni électricité.



Etats de service : Inclus dans le paquetage américain. Vendu à plus de 1 million d'exemplaires aux célibataires des U.S.A. A conquis les mamans, les fiancées, les épouses.

on coud sur soi, sans se déshabiller.

Solidité du BUTTONEER : Crosse plastique « antichoc », aiguille inox, molette de chargeur au cliquet précis, mécanisme de détente progressif (5 pièces). Le BUTTONEER n'est pas un gadget mais un outil fait pour durer. Il est garanti 1 an, et cela nous plaît.

Une poche de l'uniforme pas fermée... et, tchak ! Le sous-off de service à vite fait de te planter au garde à vous, de sortir son canif en rigolant et de te couper le bouton. Y servait à rien, pas vrai ? Ouaf, ouaf ! Et toi, comme une andouille t'as plus qu'à sortir ta trousse à couture.

Finis les ennuis (ceux là du moins). Voici une pub' publiée dans le numéro de TAM du 22 avril qui libérera le soldat aussi sûrement que Moulinex a libéré la femme.

## l'homme des casernes

### « LA CIGOGNE EN ROGNE » INTERDIT DE PROJECTION

La cigogne en rogne, le film réalisé par le comité de soldats de la base aérienne 705 de Tours devait être projeté jeudi au cinéma Olympique à Paris.

La salle était régulièrement retenue, la séance annoncée (voir Rouge), l'entrée libre et gratuite : on allait enfin pouvoir regarder des images du temps des classes des appelés qui ne soient pas celles, soigneusement sélectionnées, des films de propagande militaire projetés dans les centres de recrutement ou durant les trois jours.

Plus d'une centaine de personnes étaient venues, répondant à l'appel du collectif de diffusion constitué d'une trentaine de personnalités du spectacle, écrivains et philosophes. Mais l'ambiance dans la salle n'était pas celle d'une projection ordinaire. Peut-être pas l'odeur de la poudre, mais ça sentait le roussi. On entrainait dans le cinéma sous les regards bienveillants d'un fourre-cons de CRS. Dans la salle on eut vite fait de reconnaître un envoyé de la sécurité militaire, et messieurs les flics. La préfecture avait décidé que le film ne serait pas projeté. N'osant cependant saisir la justice, ou la Cour de Sécurité de l'Etat, elle avait envoyé ses fonctionnaires prévenir que « comme il n'avait pas de visa », le film ne pouvait être projeté, et que s'il l'était, ils interviendraient, procédant de la saisie.

Menaçant d'embarquer certains membres du collectif, ils ont dressé un procès-verbal et ont attendu que nous quittions les lieux. Le collectif a annoncé qu'il « se donnerait tous les moyens pour projeter le film à Paris au plus vite ». Une projection doit d'ailleurs avoir lieu aujourd'hui à Cannes au festival du film politique en présence de nombreuses personnalités du collectif. Nous verrons alors si le pouvoir décide lui-même de faire de ce film une nouvelle « histoire d'A », nous sommes prêts à relever le défi.

### 1<sup>er</sup> RA L' BOL : MALGRE LA REPRESSION

1<sup>er</sup> RA l' bol, bulletin du comité de soldats de Montbeliard sort son quatrième numéro, et cela malgré la récente vague de répression qui a déferlé sur la caserne. Au sommaire, une analyse de cette répression justement, des méthodes de la Sécurité militaire. « Les soldats sont interrogés, souvent pendant de longues heures. Dans la plupart des cas aucune inculpation ne leur est signifiée. Ils ne savent pas ce qu'on leur reproche de façon précise. De plus aucun myen de défense n'est mis à leur disposition et ils sont mis au secret (...) cet arbitraire total est intolérable (...) malgré la répression qui a frappé, le comité affirme avec force qu'il poursuit et qu'il poursuivra la lutte qu'il a entreprise ».

Le comité de soutien aux soldats emprisonnés de Créteil Champigny réaffirme par ailleurs sa solidarité avec les réprimés de Montbeliard et notamment avec Luc Vanputte.

## CRECHES

### MADAME VEIL FAIT DES ECONOMIES DE BOUTS DE CHANDELLE...

Deux millions d'enfants de moins de trois ans, 42 000 places en crèches... Il faut croire qu'il y en a encore de trop puisque la crèche St Jacques (Paris 14<sup>e</sup>), qui menace de fermer, n'obtient pas de crédits. Quand elle a reçu des délégués de la crèche, Simone Veil a expliqué que ce mode de prise en charge des enfants coûtait trop cher. Si les 900 000 femmes qui font garder leurs enfants par des nourrices, gardiennes, parents ou jeunes filles au pair, n'étaient pas contentes, elles pouvaient toujours rester chez elles comme les autres.

Rentabiliser au maximum les crèches (cf. circulaire Veil du 16.12.75) et mettre l'accent sur les nourrices comme mode de « garde », telle est la politique actuelle du pouvoir. Payées par les parents, sans possibilité de reclassement professionnel, sans formation, les nourrices ne coûtent pas trop cher à l'Etat ! Elles sont actuellement 450 000 environ, dont 200 000 seulement sont agréées.

Les mesures proposées par Simone Veil pour leur professionnalisation (celles qui sont agréées seulement, les autres échappant à tout contrôle) améliorent à peine leur statut. Si des possibilités de formation sont prévues, ce n'est pas le cas d'un reclassement dans un métier du secteur social.

La dernière circulaire Veil concernant le fonctionnement des crèches n'a qu'un seul but : rentabiliser au maximum. En mensualisant les paiements, par exemple : maintenant quand un enfant sera malade, les parents devront payer le médecin et les médicaments, trouver quelqu'un qui garde l'enfant ou manquer leur boulot ; mais encore, il leur faudra payer la crèche.

Explication de S. Veil : « Il n'est pas rare, en effet de constater un absentéisme des enfants inscrits, pour des raisons de convenance personnelle des familles. Or durant ces absences, le gestionnaire continue à supporter quasi intégralement la charge de l'enfant absent et inscrit. »

Quand les crèches seront équipées en salles et personnel pour accueillir les enfants malades, on pourra alors justifier la mensualisation. Or non seulement ce n'est pas le cas, mais S. Veil propose au contraire d'inscrire plus d'enfants qu'il n'y a de places, puisque quand il manque un gosse, un lit reste vide. C'est tout bénéfice : les enfants malades paient leur journée à la crèche quand même, et en même temps on accueille un autre gosse qui paie aussi. La conséquence de cette mesure est double : les enfants seront trimballés au fur et à mesure qu'un ou l'autre manquera, d'un lit à l'autre, d'une salle à l'autre ; le personnel, pour plus d'enfants ne sera pas plus nombreux.

D'ailleurs la circulaire n'oublie pas le personnel puisque dans son souci de rentabilisation, elle propose l'extension des horaires d'ouverture (ce que revendiquent les parents) mais sans prévoir l'embauche de personnel supplémentaire.

Le gouvernement, qui n'est pas avare de discours sur le « danger » que peut représenter une baisse de natalité « pour le pays » se trouve plus réservé quand il s'agit de prise en charge par l'Etat des jeunes enfants, de mise en place de crèches collectives, avec un personnel qualifié...

## MARSEILLE

### LE SCANDALE DE LA READAPTATION A L'ETAPE

L'Etape est un centre d'hébergement et de réadaptation pour ancien vagabonds et ex-détenus, situé près d'Aix en Provence. Dans une lettre ouverte au journal « la Criée », un groupe de pensionnaires dénonce le caractère de l'établissement : l'Etape ne s'est fixé en aucune façon pour but la réadaptation sociale mais uniquement celui de se faire de l'argent sur le travail de ceux qui y sont hébergés. En effet, parmi les points du règlement intérieur que tous les pensionnaires doivent signer en entrant, il est prévu que dans tous les cas les entrants doivent être immédiatement aptes au travail. Pour 160 heures de travail, le

t faite par le règlement intérieur d'avoir des discussions qui « porteraient atteinte à la moralité et à l'ordre intérieur » ont pu en discuter entre eux. Sitôt avertie des rumeurs de mouvement, la direction s'est empressée d'accorder le SMIC, et d'augmenter de 70 % les frais d'hébergement.

#### Le soupçon

A la suite de la lettre à la Criée qui dénonce également les conditions sanitaires et la réclusion des hébergés (pas de droit de sortie le soir), l'éducateur J. Payet, soupçonné d'avoir participé à sa rédaction était interrogé, menacé par Pijotat, directeur du centre, son moniteur Wertz et des pensionnaires. Payet fut finalement exclu, licencié du centre, manu-militari.

Deux informations devaient encore arriver à la Criée, l'une confirmait les accusations portées par le groupe de pensionnaires, l'autre plus surprenante émanait d'un groupe d'amis de Pijotat

et invitait des journalistes de la Criée à venir sur place.

Dimanche 16 mai, un journaliste de la Criée et un de Rouge répondaient à l'invitation. Entretemps, le directeur avait manœuvré : il avait fait signer une pétition par des « pensionnaires satisfaits », les derniers arrivés, les musulmans qui comprenaient à peine le français et qui ont signé pour être tranquilles et avoir du travail. Les journalistes sont immédiatement entourés par un groupe de pensionnaires qui vantent les plaisirs de l'Etape, la bonté du directeur. Les menaces pleuvent : « n va vous casser la gueule, descendre à la Criée », etc. Arrive M. le directeur, il calme ses troupes. Finalement, c'est sous bonne escorte que nos camarades visiteront les lieux : sanitaires hors d'usage, dortoirs délabrés. La visite est finie, le moniteur vidé n'était pas là, les langues ne se sont pas déliées.

#### Nouvelle lettre

Mais déjà les pensionnaires de l'Etape qui ont dénoncé le scandale ont répondu par une nouvelle lettre, confirmant leurs accusations et démontrant ainsi que ce n'est pas par la répression et l'exclusion d'un éducateur que le problème serait résolu. A moins que ce soit par « l'exclusion de certains des pensionnaires qui ne se plaisent pas en son centre, qui se permettent de le critiquer », d'après les propos rapportés dans le dernier numéro de la Criée. Il faut dénoncer les pratiques d'un tel établissement qui dépend de l'inspection générale des affaires sociales et de la DASS qui décidément en fuit de belles à Marseille (après la fermeture des foyers Buissonnets).

Des enquêtes publiques doivent être entreprises sur ces établissements où pour toute aide psychologique on vous montre, mine de rien, les menottes dans le placard à clés, pour toute réinsertion, on vous apprend à accepter d'être un travailleur exploité et sans droits.

Pour tous contacts et renseignements, écrire à la Criée, 39 allée Gambetta, 13001 Marseille.

## LA ROCHELLE

### SEMAINE ECOLOGIQUE

Du samedi 22 au samedi 29 mai se tient à La Rochelle une semaine écologique qui comprend :

- Les 22 et 23, la foire biologique d'Aytré, petite ville ouvrière proche de La Rochelle.

- Expositions à partir du 22 à la maison municipale des jeunes, rue Amelot à La Rochelle.

- Débats à la maison municipale à 21 h :

Le 26 ; l'énergie solaire  
Le 28, une alternative est-elle possible ?

Le 29, la non-violence.

ACHETEZ  
ROUGE  
TOUS  
LES JOURS  
DANS LE MEME  
KIOSQUE

Correspondant

## les temps modernes



### COLLOQUE DE LA PRESSE PARALLELE

Aujourd'hui et demain, se tient le premier colloque du Syndicat national de la presse parallèle, au centre Alfa de Rosny-sous-Bois, rue Offenbach (gare SNCF Rosny-sous-Bois Perrier, au départ de la gare de l'Est). Après la journée de samedi qui est consacrée à la confrontation entre les journaux parallèles et les débats du dimanche matin où doivent être présents des journaux d'extrême-gauche, un après-midi spectacle doit avoir lieu avec le groupe Utopie, des poètes, un auteur-compositeur, des groupes peu connus qui trouveront là l'occasion de reprendre la parole.

### FLICS CONTRE ELEVES INFIRMIERES...

Les élèves infirmières de l'école de Garches, après le refus par la direction de toutes les négociations sur leurs revendications, ont décidé d'occuper l'école la nuit de jeudi à vendredi. Les flics, immédiatement appelés sont intervenus et ils ont chassé les élèves, en embarquant brutalement une quarantaine. Parmi elles, Russti, secrétaire général CFTD de l'Assistance publique de Garches. Elles ont été relâchées dans le courant de la nuit.

### SELECTION ACCRUE POUR LES ELEVES ASSISTANTES SOCIALES

Dans une semaine, les assistantes sociales en formation passent leur examen. Jusqu'en 1971, l'examen était divisé en une partie écrite obligatoire et une orale que passaient celles qui avaient moins de 12 de moyenne. Depuis, un jury a été créé pour décider de faire la sélection parmi celles qui ont plus de 12 de moyenne et qui devront cependant passer l'oral. Déjà l'an passé à Dijon, ce petit dispositif avait permis de sanctionner des élèves qui avaient mené une lutte dans l'année. A Paris, le Jury sert pour la première année : il vient de convoquer six élèves qui ont plus de 12 à l'oral. En province, des écoles y ont été convoquées dans leur ensemble. On assiste donc à une généralisation de l'oral qui pourrait devenir obligatoire. Au contraire de l'écrit - dissertations - l'oral est une véritable prime au bachotage, questions de droit, de psychiatrie et autres auxquelles il faut répondre des phrases bien apprises.

Malgré la fin des cours dans de nombreuses écoles, des élèves ont fait signer une pétition par deux cent cinquante d'entre elles.

## PARIS 14<sup>e</sup>

### CREATION D'UN COLLECTIF HOMOSEXUEL SOCIALISTE

Des camarades homosexuels nous ont demandé d'insérer :

« Nous pensons qu'un premier rapport de forces national est aujourd'hui à établir par rapport aux organisations du mouvement ouvrier, par rapport à la presse, affirmant comme le fait la GLHPQ, l'existence, l'existence d'un regroupement homosexuel anticapitaliste. Mais cette phase, bien qu'extrêmement importante, n'est qu'une faible partie des tâches qui nous attendent. Pour construire un mouvement homosexuel massif il ne suffit pas d'affirmer un sigle mais il faut aussi s'attacher à construire peu à peu un rapport de forces local avec les militant(e)s du mouvement ouvrier, partis syndicaux, associations et de commen-

cer à mener des campagnes auprès des jeunes, des femmes et des travailleurs. C'est en ce sens que nous créons un collectif homosexuel socialiste dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, nous proposons aux hommes et femmes homosexuels vivant dans le 14<sup>e</sup> de débattre et agir dans le quartier. Nous ne disons pas qu'il faut aujourd'hui lancer partout de tels comités en les auto-proclamant, nous estimons seulement qu'il est possible de la faire ici, la formation sociale du quartier, la situation du mouvement ouvrier local et la proximité d'un local utilisable le permettant. »

Prendre contact au CHS, 32 rue Raymond Losserand, 75 014 Paris.

## EVREUX

Engagée de façon spectaculaire par la Confédération Nationale du Logement de l'Eure avec la participation unitaire de la CFDT, de l'APF, du PC, du PS, des JC et de la LCR, la campagne contre les 120 procédures d'expulsion en cours et pour le droit au logement se développe à Evreux.

Depuis une semaine se poursuit l'occupation sauvage d'un appartement libre à Evreux Netreville afin de reloger une femme qui, expulsée depuis plusieurs mois, vivait dans un baraquement en planches au milieu des bois de Netreville. Pour toute réponse, l'Office des HLM engage des poursuites judiciaires contre X. Les organisations qui ont participé à cette

action demandent donc leur co-implication.

Dans l'Eure, les loyers sont en augmentation de 20% par rapport à l'année dernière, les tarifs de courant sont en hausse de 55% et des centaines de logements sociaux sont inoccupés, en raison du montant abusif des loyers (à Evreux Netreville, 59% des locataires dépensent plus du tiers de leurs revenus pour payer loyer et charges).

A Evreux, devant l'intransigeance des HLM, la campagne s'oriente en direction de la municipalité (Union de la Gauche) afin qu'elle prenne une position ferme s'opposant à toute mesure d'expulsion.

### ON EXPULSE ON POURSUIT

Ah ! les petites annonces !

## PAS D'ARGENT ? COUCHE-TOI LA !

Besoin d'argent urgent, Françoise cherche un boulot, au plus vite, ménages ou gardes d'enfants : une petite annonce parmi tant d'autres. Nous publions ici les réponses reçues (sauf une, simple proposition de travail). Il ne s'agit pas pour nous de polémique contre les petites annonces de Libé, mais de montrer comment on fait comprendre à une femme qui cherche du travail qu'il lui reste toujours la solution de se prostituer ; comment, pour certains, la libération des femmes n'est pas le moyen de les utiliser plus. « Non conformiste », « libérée » disent-ils, alors n'hésite pas, ton corps nous intéresse. Ces hommes ne doutent de rien, surtout pas d'eux :

**Côté fric, on Si tu n'es pas trop s'arrangera... moche...**

Chère Françoise,

J'ai été ému par ton annonce, c'est pourquoi, j'y fais réponse au plus vite afin de te proposer un marché, afin de solutionner tes problèmes.

Je suis homme de 33 ans, en instance de divorce avec deux enfants dont j'ai la garde à l'heure actuelle (8ans, 3 ans).

C'est pourquoi pour faciliter ma vie et la leur, ta proposition m'enthousiasme, on s'arrangera toujours, mais il y a une sorte d'impératif que je me doit honnêtement de te soumettre : je te demanderai de partager ma vie sexuelle, ceci est très important pour moi.

Si tu penses que ce genre de vie que je te rendrai le plus agréable possible puisse te satisfaire, réponds-moi par retour du courrier pour les besoins urgents que je t'ai exposé pour les enfants.

Merci par avance, bises, Jacques

Bonjours Françoise,

Je suis peintre « artiste » j'ai besoin d'un modèle. Je donne 15 F. de l'heure si ça t'intéresse, écris ou passe dans la soirée à partir de 6 H 30 (lundi ou mercredi).

P.S. : Si tu es laide, de corps et de tête, ne viens surtout pas. Si tu es pas trop moche, viens.

P.S. : je travaille que quelques heures l'après-midi, c'est un travail pas trop fatigant, seulement, il faut poser nue, si cela te gêne, tu peux toujours essayer quelques jours pour te faire un peu d'argent (travail, rien d'autre !).

Amicalement, B.

**Ça a fait tilt...**

Françoise,

J'ai remarqué ton appel dans « Libé » dont je suis un fidèle lecteur, ça a fait tilt.

Je peux te dépanner si tu veux. Je cherche une nana sympa, libérée pour faire des poses pour photo-

« pas mal », « pas mal d'idées dans la tête ». Leur bonne conscience épatée, ils rendent service, font profiter généreusement de leur savoir, de leur argent... « Emus », ces maquereaux en puissance ne songent qu'à « Solutionner tes problèmes ».

D'aucuns peuvent trouver démagogique et trop facile cet étalage de la misère sexuelle des hommes. Pour nous, la misère n'excuse pas l'agression. Les femmes en ont assez de subir tout le poids de l'aliénation sexuelle de cette société. N.T.

graphe amateur dont je suis.

Je suis un mec de 60 ans. Si le travail te plaît, ça consiste en une ou deux séances par semaine de une heure.

Ecris-moi si tu veux...

Amitiés, Jean

**Viens dans mon minibus...**

Françoise,

Je ne sais pas ce que tu penses de la liberté, du non-conformisme, du fric, des fausses valeurs, du qu'en dira-t-on. Je ne sais pas non plus quel âge tu as ni quelle importance tu y accordes.

Moi, j'ai une cinquantaine d'années, j'ai bourlingué dans pas mal de coins du monde, et depuis 12 ans, je vis de ma peinture (tableaux vendus dans la rue). Pas mal d'idées dans ma tête surtout si une fille ayant mes idées voulait se joindre à moi pour continuer la vie. Je n'aime pas parler d'expérience, mais j'ai appris pas mal de choses dans mes pègrinations.

Si tu y crois, si tu as le même espoir que moi dans la vie com-



mune, la tendresse, l'amour, la soif d'apprendre, de créer, de voir, écris-moi.

En été, donc en ce moment, je fais la « saison » à St Tropez pour me libérer des soucis de l'hiver. Je vis dans un bus aménagé.

A bientôt de te lire, j'espère. Salutations. André

**Le plus simple...**

Bonjour,

Je viens de lire votre annonce dans Libération. Je suis susceptible de vous proposer de poser pour des photographies nues (mais qui ne sont pas publiées).

Si vous êtes intéressée, le plus simple est que vous passiez directement me voir, je suis à la maison en fin de matinée. Il nous serait possible d'avoir un premier échange de vues de vive voix.

Je compte donc sur vous... Avec mes sentiments les meilleurs. Guy Louis

**Je vous rassure tout de suite...**

Mademoiselle,

Suite à votre annonce de Libé ou vous demandez un petit travail, je vous propose de poser pour des photos en tous genres. Vous serez payée comme suit : pour les photos normales et habillées 20 francs de l'heure, pour les photos nues, 50 francs heure et plus suivant le genre.

Je vous rassure tout de suite, je ne suis qu'un amateur et fais des photos uniquement pour mon plaisir. Si vous le désirez, je vous signerais un papier vous garantissant la plus grande discrétion.

Voulez-vous avoir l'obligeance de m'appeler au numéro ci-dessus indiqué dès réception de cette lettre. Au plaisir de vous connaître. Amicalement, votre MP

## LE PROCES DEL'AMIANTE

Depuis plus d'un an, le collectif intersyndical (CGT, CFDT, FEN) et les personnels du centre universitaire de Jussieu ont entrepris une lutte contre la pollution par l'amiante dont ils sont victimes. Ils ont démontré les dangers de l'amiante : asbestose, cancers de la plèvre.

Un procès sur ce problème a lieu le vendredi 21 mai, à 14 H 30 devant le tribunal d'instance siégeant à la mairie du 7ème arrondissement, 116 rue de Grenelle, à Paris. Et qui sera jugé ? Le patron d'Amisol, à Clermont Ferrand, deuxième usine de France pour le nombre de cas d'asbestose, en faillite frauduleuse depuis un an et demi, et dont les ouvriers occupent l'entreprise ? La direction de l'usine Ferodo, la plus importante usine de France à travailler l'amiante, et qui a déversé pendant des dizaines d'années ses déchets dans la région de Condésur-Noireau ? Non, bien sûr !

C'est le collectif de Jussieu qui, depuis un an a dénoncé sans relâche les dangers de l'amiante. Le plaignant est le P<sup>r</sup> Champeix, médecin du travail à Clermont, et secrétaire général du COFEBA (Comité français d'étude sur les effets biologiques de l'amiante). Ce cher docteur se sent diffamé par la phrase suivante d'un document publié par le collectif : « Mrs Avril et Champeix qui travaillent en liaison directe avec la chambre syndicale de l'amiante, ne semblent pas réunir les conditions d'objectivité nécessaires pour participer valablement à un tel débat. »

Le collectif intersyndical, avec les travailleurs de Jussieu, Férodo et Amisol qui viendront témoigner, dénoncera le patronat de l'amiante. Il « entend porter le débat sur les vrais problèmes, ceux des risques liés à l'utilisation incontrôlée et massive de l'amiante, et ceux dus à l'absence de toute réglementation pour protéger la population et les travailleurs de cette industrie ».

Correspondant Jussieu

## Pour vous désaltérer l'estomac

Une nouvelle pub dans le métro : Orange ou Tang. Drôle n'est-ce pas ? D'autant que la suite l'est aussi. C'est une boisson « qui restitue parfaitement le goût de l'orange » : restitué ? -Oui, parce que Tang c'est de la poudre de colorants, d'acides, etc... mais pas d'orange du tout. Ça donne un liquide au « goût d'oranges fraîchement pressées » et c'est produit par la firme Général Foods. Et puis le goût c'est moins cher... Fallait y penser. Orange ou Tang ? Nous on trouve pas cette saloperie drôle.

En attendant les résultats de l'enquête de la cour de cassation

## QUESTIONS PRECISES SUR DES ZONES OBSCURES DU DOSSIER AGRET

Un ami des Agret, après avoir longuement travaillé sur les dépositions de certains témoins et enquêté sur le terrain, a décelé des incohérences flagrantes dans l'argumentation de l'accusation. Ses conclusions ont fait l'objet de « mémoires » envoyés ce mois de mai 76 au Procureur de la général près de la Cour de cassation.

Nous ne pouvons ici que résumer les « éléments nouveaux » qu'il apporte.

Son enquête établit que, contrairement à ce que prétend l'accusation, ce n'est pas le couteau d'Agret qui a été utilisé lors des meurtres de Borrel et Moreno. Elle montre ensuite que les deux hommes, malgré les conclusions de l'enquête officielle, ne sont pas morts sur la Lande d'Orthoux où leurs corps ont été trouvés. Ce qui invalide la chronologie proposée par les flics, et donc la responsabilité des coupables désignés. Cette contre-enquête établit que la fortune d'Odile Boissonnet ne pouvait être le mobile du double meurtre, car cette fortune à ce moment-là était devenue inexistante, dilapidée par les arnaques de Borrel. C'est souvent que c'est la thèse d'un Agret faisant tuer son « rival » Borrel pour s'emparer de sa fortune de Boissonnet qui a prévalu au moment du procès.

Surtout, la contre-enquête ouvre la voie à une piste extrêmement intéressante. Celle que trace le comportement curieux du policier Soncin, chargé de l'enquête d'Orthoux. En effet, celui-ci a refusé d'exploiter pendant plusieurs mois le témoignage pourtant capital d'un des meurtriers de Borrel et Moreno, Ritter, arrêté à la suite d'une agression. A un gendarme, Ritter a expliqué qu'il « pourrait fournir des renseignements sur l'affaire d'Orthoux, si on l'aidait ». Incarcéré, il confie à son frère, lui aussi en prison, qu'il a participé au meurtre. Il en fait une description précise, met en cause Santelli. Santelli est alors en fuite. Une fuite relative puisque tous les flics du coin savent où il est. Ritter passe aux aveux. Il met en cause Santelli, mais pas Agret. Seul Soncin enregistre la totalité de la déposition. Santelli est arrêté plusieurs mois après. Il se « met à table » spontanément. Reconnaît sa participation au meurtre d'Orthoux et... charge Agret. A partir de ce moment-là, Ritter déclare : « Je dirai toujours comme Santelli. »

Comprenons bien : le procès verbal de l'interrogatoire de Ritter avant l'arrestation et les aveux de Santelli ne figure pas au dossier. Seul est pris en compte ce que dit Santelli, qui,

à ce moment-là accable Agret. La contre-enquête permet de poser des questions précises :

« Comment se fait-il qu'après ses aveux, Ritter ne fut pas présenté au juge chargé de l'instruction de cette affaire et que le parquet de Nîmes n'en fut pas informé ? Comment se fait-il qu'Agret, à ce moment-là ne fut pas inculpé, comme il le fut illico presto après les aveux de Santelli ? La réponse est simple : Ritter, dans ses aveux, ne parla pas de Roland Agret, et cela ne convint pas au policier Soncin, pour des motifs qui nous échappent ; mais que notre imagination nous permet de deviner. »

« Que se passe-t-il à Nîmes dès qu'il s'agit de mettre en cause ceux qui, dans l'ombre, font la loi ? (...) à Nîmes ou certains juges et certains policiers ne rendent la justice que de ceux qui les paient. »

Le rôle de Soncin dans cette affaire ? Il faudrait que l'enquête officielle l'établisse, car on retrouve ce policier à bien des moments-clés dans l'« affaire Agret ». Voilà en tout cas un de ces « points obscurs » que la Cour de cassation affectionne. A quand l'éclaircissement ?

J-F.V.

## PAS UN SOU POUR L'ORDRE

Après la condamnation de douze médecins toulousains (1), les déclarations de solidarité se multiplient : Dix professeurs agrégés de l'Hérault demandent l'application de la clause de conscience. Les infirmiers et infirmières de l'ONSIL, l'organisation nationale des syndicats d'infirmiers libéraux, apportent « leur soutien total à l'action menée de façon courageuse par des médecins contre une institution dépassée ». La fédération de Paris du Parti Communiste exige l'arrêt de toute poursuite, et déclare que « l'Ordre tel qu'il est n'a plus de raison d'être ». Formule habile, permettant de préserver le projet de « démocratisation » de l'Ordre, quitte à le rebaptiser, de négocier et de marchander avec le PS, et de ne pas se déconsidérer vis à vis des médecins radicalisés. Il ne fait pas bon rappeler en ces jours que, sur l'ordonnance par laquelle le Général de Gaulle « légitime » l'Ordre fondé par Pétaïn, figure la signature de F. Billoux, ministre communiste de la Santé...

(1) Nous publions le rectificatif suivant, qui nous a été adressé par notre correspondant et par le MAJ de Toulouse à propos du verdict prononcé mardi :

« Le verdict prononcé par le tribunal d'instance est une victoire : certes les médecins sont condamnés à payer leur cotisation, ce qui est inévitable, mais le tribunal a refusé d'accorder les dommages et intérêts (un franc symbolique) demandés par l'Ordre. C'est la première fois que cela se produit en France. Cette proposition qui fera peut-être jurisprudence, a été accueillie avec satisfaction par le collectif-Santé de Haute-Garonne. »

## IL Y A 40 ANS... LE FRONT POPULAIRE

### Le 24 mai 1936

## LA LONGUE MARCHÉ DEVANT LE MUR DES FEDERES

Le défilé devant le Mur des Fédérés au cimetière du Père Lachaise, à la mémoire des morts de la Commune, était avant la guerre une des plus importantes manifestations de l'année. En 1935, il se déroulait, pour la première fois depuis la scission de Tours en 1920, dans l'unité, à l'appel du comité de coordination du PS et du PC et connaissait un énorme succès. Plus de 200 000 participants, et Léon Blum écrivait dans *Le Populaire* : « Je ne crois pas que jamais on ait assisté à quelques chose de pareil ». Le courant unitaire passait ; il galvanisait les énergies.

En 1936, c'est le triomphe, la première manifestation depuis la victoire électorale du Front populaire. Blum est virtuellement chef du gouvernement, il doit prendre possession de son poste dans dix jours. Mais, nuance, ce n'est pas une manifestation du Front populaire. Elle a lieu à l'initiative du comité d'entente socialiste-communiste et de la CGT. Il avait été proposé au comité national du Rassemblement Populaire que la victoire du Front Populaire soit célébrée en même temps au Mur des Fédérés, mais les radicaux s'y étaient opposés. Ils n'avaient aucun désir de se commettre en ce haut lieu du combat révolutionnaire et ils ne s'y rendirent pas. Cette absence n'amoindrit rien, bien sûr, l'immensité de ce rassemblement, dans un climat de confiance et d'enthousiasme, véritablement sans précédent.

### Un défilé de 10 heures

C'est inimaginable. Le défilé commencé à 13 heures ne prendra fin qu'à 23 heures. « 600 000 au Mur » titre *L'Humanité*, et pour Marcel Cachin, il s'agit « d'une journée historique ». On clame : « les soviets partout ! Faites payer les riches ! Dissolution des ligues fascistes ! » en passant devant le Mur où se tiennent Blum, Thorez, Cachin derrière les vétérans de la Commune assis sur un banc. On déploie aussi, hélas, des drapeaux tricolores. L'appareil du PC les distribuait avant le départ du cortège. Un peu à l'écart se rangeaient des camions remplis de dra-

peaux dans leur emballage d'origine. Des permanents du Parti les déballaient et en faisaient faire la distribution. Les manifestants décontenancés les enroulaient pour ne laisser apparaître que le rouge ou arrachaient le bleu et le blanc. Le même scénario se reproduisit à la manifestation suivante. C'est ainsi que l'on rendit les trois couleurs à la classe ouvrière.

Dans le cortège, des groupes de jeunes, des travailleurs accourus de tout le pays, des algériens de l'Etoile nord-africaine réclamant l'amnistie. Moment particulièrement émouvant : un groupe de soldats de la garnison de Versailles vient déposer au Mur une splendide couronne rouge et arbore une banderole : « La soldatesque versaillaise de 1871 assassinat la Commune, les soldats de Versailles en 1936 la vengeront ». Daladier, futur ministre de la Défense, avait bien fait de s'abstenir. Deux journalistes de *L'Oeuvre* décrivent la fin du défilé : « La nuit est complète, maintenant... On ne distingue plus rien, qu'une masse sombre qui s'étire lentement. Le cortège du Mur devient un immense défilé aux flambeaux... On chante l'hymne aux Morts de la Commune, et cela rend un son étrange dans la nuit du cimetière. Dix heures, devant le Mur, des gens courent. Il semble que ce cortège n'aura pas de fin. A onze heures, les derniers manifestants passaient la porte Gmabetta ».

### Un nouveau rapport des forces

La portée d'une telle mobilisation à un tel moment ne pouvait laisser grand doute. la presse réactionnaire frémit d'horreur. « Toute l'armée révolutionnaire est là, au dessus de laquelle flottent drapeaux rouges et bannières sanglantes. Même les femmes, mêmes les enfants tendent le poing et hurlent l'Internationale » gémit *La Liberté*. Blum, poing levé devant le Mur inquiète ces Messieurs. Le très sérieux *Le Temps* du Comité des forges y voit « le gouvernement dans la rue », tandis que *L'Information financière*

commente plus sobrement : « Il est évident que de tels mouvements de foule représentent un élément nouveau de la politique », point de vue partagé par *Le Figaro*. Comment ne pas citer, enfin, la prose du délinant royaliste Charles Maurras qui évoque : « l'épouvantable chienlit d'une horde, où les métèques comptaient pour 75 ou 80 %, et l'on ne saurait chiffrer le pourcentage des gens sans aveu, repris de justice, délinquants de droit commun : écume et lie que soulève naturellement toute grande ville quand l'esprit révolutionnaire y prend le dessus ».

Une pareille démonstration de force ne pouvait pas être sans lendemain. La combativité des travailleurs, impatientes de voir à l'œuvre leur gouvernement qui, pour des raisons de procédure, tardait à se mettre en place, ne pouvait pas être mise en réserve plus longtemps. Il n'était plus possible de plier devant le joug patronal après avoir tant attendu. On ne pouvait rêver situation plus favorable pour passer à l'offensive. Et le meilleur moyen, le plus sûr, n'était-il pas de se servir soi-même, d'imposer ses solutions ? « Quand on se sent fort dans la rue, relavait le vieux militant syndicaliste Pierre Monatte, on ne peut pas continuer à se sentir esclave à l'usine. Quand on a vu devant le Mur des combattants de la Commune, le président du Conseil de demain lever le poing comme les camarades, comment ne pas croire que, cette fois, le gouvernement n'est plus de côté des capitalistes ? ».

### Renault s'ébranle

Des grèves avec occupation des usines viennent d'avoir lieu dans la dernière quinzaine, principalement dans l'aviation, chez Bréguet au Havre, Latécoère à Toulouse, Bloch à Courbevoie et Lavolette à Saint-Ouen. Elles se sont toutes terminées victorieusement en peu de temps. La presse ouvrière, sans y attacher trop d'importance, en a tout de même rendu compte. *L'Humanité* du 22 mai a publié la déclaration de Lucien Erbal, secrétaire adjoint des Métaux de Toulouse sur « les leçons de la victoire des ouvriers de Latécoère » qui dit en substance : « Oui, nous sommes partisans de la grève sur le tas, avec occupation de l'usine, jusqu'à complète satisfaction. Nos camarades de chez Latécoère ont créé l'élan nécessaire à l'organisation de nouvelles victoires ». Au cours de la manifestation a été vendue très largement *L'Humanité* du 24 qui contenait un article de Delon : « Une belle série de victoires dans les usines d'aviation », article qui récapitulait tous les conflits qui venaient d'avoir lieu ou en cours. Les travailleurs rassemblés avaient tout leur temps pour en discuter.

Le résultat de tout cela ne s'est pas fait attendre. Le mardi 26, les grèves s'étendent. « Une vague de grèves pour l'augmentation de salaires déferle actuellement dans le pays » écrit *L'Humanité* qui signale que l'effervescence grandit chez Renault. Tous les métallurgistes ont les yeux braqués sur cette citadelle. Les 35 000 ouvriers des usines Renault cessent le travail le jeudi matin et entraînent dans la lutte plusieurs dizaines d'usines. Il y a 100 000 grévistes à la fin de la semaine.

André Duret



## Quand Thorez ordonne le matraquage des trotskistes

Un millier de personnes s'étaient regroupées derrière les banderoles et les drapeaux des trotskystes dans le long cortège qui s'avancait vers le Père Lachaise. Non loin, il y avait les anarchistes. Dans le demi cercle, devant l'entrée du cimetière, c'est soudain la provocation. Un important service d'ordre stalinien avait été mobilisé, qui barrait l'entrée aux trotskystes, aux cris : « A bas les Doriotistes ! A bas les fascistes ! ». Ne reculant devant aucune infamie, les responsables stalinien, montrant du doigt Fred Zeller, secrétaire des Jeunesse Socialistes Révolutionnaires, hurlèrent : « C'est Doriot ! Doriot est là ! ». Le procédé était grossier, il servait à dresser la foule contre les révolutionnaires et à justifier la violence. La charge du service d'ordre qui croyait, peut-être, se trouver en présence de doriotistes, était d'une incroyable violence. Des camarades étaient matraqués, piétinés. La première surprise passée, les militants trotskystes ont fait front et ont réussi par deux fois à forcer la barrage. La bagarre se poursuivit dans l'allée du cimetière où les trotskystes étaient finalement dispersés. Trois camarades réussirent à aller jusqu'au Mur et y déplo-

yèrent deux drapeaux avec le sigle de la IV<sup>e</sup> Internationale, devant Blum et Thorez, en lançant des mots d'ordre révolutionnaires. Les anarchistes subirent les mêmes violences.

Un meeting de protestation rassemblant 900 personnes, auquel s'étaient associés plusieurs groupes d'extrême-gauche, s'est tenu le 29 mai. Un député communiste, Darius Le Corre, y assistait en signe de désapprobation des méthodes employées par son parti. Il confia à la fin de la réunion aux responsables trotskystes, que la provocation avait été montée par Eugène Hénaff, secrétaire de l'Union des Syndicats de la région parisienne et membre du CC du PCF, sur l'ordre de Maurice Thorez qui avait prescrit que les trotskystes ne devaient en aucun cas défilé devant le Mur et troubler, par leurs mots d'ordre révolutionnaires, le climat du Front populaire (2).

La répression contre les trotskystes, en cette période brûlante de mai-juin 36, ne devait pas s'arrêter là.

(1) Ancien dirigeant du PC qui vient de fonder un parti fasciste.

(2) Fred Zeller nous a fourni un témoignage sur ces événements, le 22 avril 76.

**LE POPULAIRE** DE PARIS  
ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S.F.I.O.)  
N° 24 DIMANCHE 24 MAI 1936

**VIVE LA COMMUNE !**  
**VIVE LE GOUVERNEMENT DE FRONT POPULAIRE**  
Tous, aujourd'hui, au Mur des Fédérés

**Ils sont morts pour la République**  
Un odieux crime fasciste marque la fin de la campagne électorale en Belgique

**LE PROVOCATEUR CHARLES MAURRAS EST CONDAMNÉ A 8 MOIS DE PRISON**

**Pour une diplomatie nouvelle**

## des fleurs et des pavés

### NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS

d'Ettore Scola

L'un, Antonio, d'infirmier a été rétrogradé brancardier parce qu'il a boxé une bonne soeur...pour raisons politiques.

L'autre, le professeur Nicola, s'enfoncé dans les sinuosités de ses discours et répudie le latin des proviseurs pour signer intérim des chroniques sur le cinéma néo-réaliste.

Le troisième, Gianni, belle gueule et belles manières, n'a plus grand chose à lui, sinon beaucoup d'argent, beaucoup d'ennui et encore plus de mauvaise conscience.

Et Luciana enfin, celle qu'ils mmoquois aimée avec autant de ferveur que le monde neuf auquel ils aspiraient et qu'ils espéraient construire, s'est recluse dans la cellule familiale et ne joue plus avec les rêves.

Quatre vies, quatre élans amoureux, à la fois d'eux mêmes, des autres et du monde, et 30 ans après, à bout de souffle, une même misère, une même dérive grisâtre que la caméra a saisi en raccourci et sur fond de cinéma italien comme reflet populaire de la vie quotidienne.

Les lendemains de la résistance au fascisme chantaient l'espoir socialiste; tout a insensiblement sombré dans le quotidien étouffant de la démocratie chrétienne.

«Nous nous sommes tant aimés» ne prétend pas au lyrisme. Rien à voir avec un grand psaume désespéré où la passion se changerait en son contraire. Il s'agit plus humblement de quatre itinéraires individuels d'une génération usée, ternie; quatre existences qui se sont lézardées lentement, d'échecs personnels en consultations électorales, et qui se poursuivent au fil de l'eau et du vieillissement. «Nous avons voulu changer la vie, c'est la vie qui nous a changé» reconnaissent nos héros fatigués et mélancoliques.

La lente dégradation poursuit son oeuvre. Ils sont floués et ils le resteront. C'est, au delà de leurs trajectoires différentes, au delà de leurs divergences de tempérament, la seule certitude qui les réunit encore. Sans sursauts possible.

Une histoire «banale» somme toute où la nostalgie surgit du fossé infranchissable qui sépare ce qui est, cette réalité sociale contraignante, de ce qui aurait été possible, de ce qui aurait dû être.

Ettore Scola ne prétend pas expliquer historiquement les raisons de l'échec. Dans un ton très attachant où l'ironie le dispute à la tendresse, il se contente de ne rendre compte que du résultat «existentiel»: quatre vies rejetées, quatre espoirs trahis et un rendez vous manqué: celui du mouvement ouvrier et des aspirations individuelles à vivre autre chose.

Simon Ploech

### MEAN STREETS de Martin Scorsese

—L'anti—parrain. Le vrai visage des Etats-Unis réside-t-il dans l'envers de la fantasmagorie hollywoodienne? Le film noir plaide pour une vérité qui le dépassait, celle de la constitution d'un art du cinéma. Le morceau de bravoure de «sociologie marginale» organisé par le film de Martin Scorsese refuse une obsession, celle du gangster, refuse la scène traditionnelle et impose la sienne.

*Little Italy, Naples en plein New-York, picaresque, minable à l'ombre du dieu dollar, fellinien par certains côtés, fourmillement des parasites dont les meilleurs finiront «porteflingues» obscurs d'un petit chef local ou commis à la perception d'un racket minable.*

*Little Italy*, ce haut lieu de la tradition cinématographique et littéraire américaine est découpé par Scorsese en une série de séquences heurtées qui témoignent de l'existence d'un magma social oisif tissé des milles liens d'allégeances familiales ou provinciales dans lesquels la Mafia puise sa force. IL n'y a pas de temps social déterminé. Nuits et jours alignés dans leur néant et leur vacuité dessinent la conscience du ghetto, raciste envers l'extérieur, pusillanime et ponctuée d'éclats de violence à l'intérieur.

La Mafia, présente par ses embrassades et ses déjeuners d'affaire, et «l'oncle» dominant cette basse cour comme la présence du film noir paraît dominer en filigrane le film de Scorsese, appel pressant toujours inabouti, toujours remis en question. Le rythme profond du film, comme celui du quartier, est marqué par une absence, par des retrouvailles impossibles, par le désir enfui à jamais de l'épopée.

P.G.

# le théâtre des années

## Avant les purges staliniennes...

Octobre 1917. La révolution victorieuse laisse dans l'expectative la plupart des artistes et intellectuels russes: «Car le prolétariat a pu, en régime capitaliste, se préparer à une révolution victorieuse, se former des cadres de combattants et de dirigeants, se forger pour la lutte politique, une arme idéologique d'une admirable efficacité(...) il n'a pu se constituer sa propre littérature, se créer sa forme artistique, son style... (V.Serge, *Littérature et révolution*).

et les difficultés matérielles. La pauvreté du théâtre est telle qu'il n'hésitera pas à tourner des décors peints à l'envers pour en faire des pratiques constructivistes. Plus tard, il ajoutera à la scène des machines et des grues mobiles. Il aspire à une écriture contemporaine, animée par les conflits et les préoccupations de maintenant, à un théâtre «qui sorte de sa boîte».

### La mémoire s'est encrassée

Et puis la NEP vient porter un coup fatal à l'Octobre théâtral. Meyerhold est écarté de la section théâtrale. Il crée l'Atelier Libre avec quelques uns de ses acteurs. Cet atelier s'appellera le TIM (théâtre qui porte le nom de Meyerhold) et le GOSTIM lorsqu'il deviendra théâtre d'état (1926). Le renforcement de la bureaucratie lui permettra encore quelques temps de déplacer les classiques du théâtre russe vers une compréhension plus radicalement révolutionnaire ou de réaliser des satires critiques, mais on sent à travers les débats qui sous-tendent chacun de ses spectacles combien ses propres contradictions sont favorisées par les pressions qu'il subit.

Le livre se referme sur trois interventions de Meyerhold à propos de «La Grande Lessive» de Mayakowski - satire virulente de la bureaucratie - que le conseil Politique et Artistique traite de «fag-tasmagorie». Mayakowski se tue quelques mois après.

1930: Tous les mouvements culturels qui ont secoué l'Europe révolutionnaire

### La biomécanique.

En 1922, il écrit un manifeste sur l'acteur du futur et la biomécanique. Le public en verra la réalisation dans le «Cocu magnifique» de Cromelincq. Il s'agit de l'acteur-ouvrier, dépourvu de maquillage, sportif, acrobate il est un instrument parfait qui permet des gestes rationnels, économiques, le développement d'un jeu collectif et des mouvements de foule. Mais là encore Meyerhold se trouve en contradiction avec Lounatcharsky qui préférerait à la biomécanique, la sociomécanique. D'ailleurs Meyerhold y viendra à partir de 1924 en réinsérant un jeu plus réaliste.

### Cendres et purges.

Cependant, entre le Futurisme, le Constructivisme, les tenants d'un art plus académique, le Proletkult (mouvement tendant à créer une nouvelle culture qui soit issue des prolétaires eux-mêmes, soutenu au début par Meyerhold) et l'Octobre théâtral (né de la Révolution, il trouvera sa réalisation en 1921: partisan d'une créativité révolutionnaire en intégrant des disciplines d'avant-garde à des thèmes politiques), une polémique sans précédent va se développer pendant quelques années en URSS, ainsi que dans toute l'Europe par osmose ou par rapprochements et éclatements successifs. L'art révolutionnaire se cherche mais il est d'une incomparable foisonnement. Les *Ecrits sur le Théâtre* - dont la traductrice B.Vallin-Picon dit: «Peut-être aurait-il mieux valu intituler ce second volume ... *Dits sur le Théâtre*» - couvrent la période 1917-1929. Après plus rien. Oui, un écrit formaliste qui date de 1934 en contrepoint à la création dix ans plus tôt de *La Forêt* d'Ostrowski et qui permet d'évaluer l'assagissement de cette seconde mise en scène. 1934, c'est aussi l'élaboration du Réalisme socialiste qui, non seulement couvrira de cendres toute créativité artistique, mais permettra, avec l'installation de la bureaucratie stalinienne, d'accélérer les purges. De l'autre côté, le fascisme crée des hémmorragies tout aussi redoutables.

### La pratique de Meyerhold

Meyerhold n'a jamais eu de projet politique défini, mais son action contre un théâtre bourgeois, contre un public-élite s'est manifestée dans toute sa recherche théâtrale d'avant 1917. Avant d'être ordre idéologique, son engagement à la révolution est d'ordre esthétique. Il peut enfin affirmer ses choix théâtraux, sa conception de l'acteur, son anti-naturalisme, son opposition au théâtre psychologique, ses besoins d'un «art monumental» populaire, sa pratique de la biomécanique (dont on sent les prémises dès 1915), qui trouve ses racines dans la Comedia del Arte, les disciplines du cirque et le jeu du Nô japonais. Le Commissariat du Peuple à l'Instruction Publique accueille avec enthousiasme ce travailleur prolifique, infatigable, novateur. Il lui confie en 1920 la direction de la section théâtrale et parallèlement la direction d'un théâtre d'Etat (RSFSR). C'est là que Meyerhold va élaborer un nouveau théâtre qui tient autant du meeting que du spectacle; avec slogans, participation du public, distribution de tracts, interruption de l'action par la lecture du télégramme de la prise de Perkop. Cette forme nouvelle, et parfaitement hérétique pour les adeptes de «l'art pour l'art», de l'invulnérabilité du texte et du théâtre-musée, est très controversée (cf. Lounatcharsky: *Théâtre et Révolution*). Mais elle permet à Meyerhold de susciter des auteurs, d'animer un débat, qui est alors très ouvert, d'appliquer ses idées sur un théâtre de masse malgré les oppositions

## QUI ETAIT MEYERHOLD ?



Né en 1874, il fit partie, comme acteur, du Théâtre d'Art de Moscou, dès sa fondation par Stanislavski en 1898. Hostile au réalisme psychologique de ce dernier, il fonde sa propre troupe. Après des recherches difficiles et errantes, Meyerhold accepte en 1905 la direction du Théâtre studio que lui propose le maître contesté. L'expérience échoue: l'antagonisme est trop profond entre les deux protagonistes. Meyerhold poursuit ses recherches jusqu'en 1917 dans divers théâtres impériaux.

Avec A. Blok et Maïakovski, il est des rares artistes qui répondent à l'appel du Parti bolchévique aux intellectuels. Il est nommé, début 1918, directeur de la section de Pétrograd du TEO (section théâtrale du commissariat à l'instruction publique), puis, fin 1920, de la section de Moscou. Il met rapidement sur pied l'Octobre théâtral pour en «finir avec les tendances neutres dites culturelles».

La Nep porte un coup sérieux à l'Octobre théâtral, dont l'avant-gardisme est taxé par le parti d'inadéquation avec le contenu de la période. En 1924, le XIII<sup>e</sup> Congrès du PC(b) demande à la dramaturgie de se «rapprocher de la vie»; en 1927, au seuil du plan quinquennal, une conférence du parti «commande» cette fois une dramaturgie «actuelle» et «utile» par le contenu et le retour au Théâtre avec un grand T que la révolution avait malmené. Des sbires de Staline se sont introduits dans les collectivités théâtrales; en 1930, c'est un collège du Commissariat à l'Instruction qui dicte programmes et répertoire; en 1933, l'Association des nouveaux metteurs en scène, pépinière des adeptes de Meyerhold, est dissoute, comme toutes les associations culturelles d'avant-garde ou prolétariennes.

Et c'est la proclamation du «réalisme socialiste», mascarade doctrinaire cachant la férule stalinienne qui mène à la liquidation physique un cortège impressionnant où se retrouve la presque totalité des écrivains, metteurs en scène, artistes... qui rechignent. Meyerhold ne pliera pas l'échine. Il sera arrêté en 1939, puis déporté...

On n'en parlera plus, jusqu'en 1974. En 1924, son cinquantième anniversaire fut une fête grandiose. En 1974, au centième anniversaire de sa naissance, on exhuma son cadavre: la Pravda lui rendit un hommage grandiose, avec cette fameuse unanimité toujours valide qui tue puis réhabilite selon les besoins. Sur une maison, proche de la rue Gorki (pavée du mutisme de l'écrivain), on apposa une plaque commémorative libellée: «Dans cette maison, vécut, de 1928 à 1939, le remarquable metteur en scène soviétique, etc.».

Mais on attend toujours des staliniens new-look, défenseurs de la démocratie et des libertés, qu'ils sortent des poches des successeurs de Staline, les puzzles manquant à la biographie de Meyerhold (et des autres) qui dénonceraient comment celui-ci vécut durant ces onze ans, et comment il a disparu.

Vient de paraître: Meyerhold - Tome II. Editions l'Age d'homme - La cité

## 20 en union soviétique



Meyerhold, au centre, en compagnie de Chostakovitch, Maïakovski et Rotchenko. (photo R. Viollet)

vont être atomisés dans la mort (suicides), l'exil, la déportation, la mort (assassinats).

Les voix se sont tuées, les bibliothèques se sont vidées, la mémoire s'est encrassée.

### Redécouverte

Il ne s'agit pas d'aligner des noms d'aujourd'hui en référence aux noms d'autrefois ; il ne s'agit pas de reconstituer les spectacles de l'Europe révolutionnaire en contemplant des photos jaunies, mais de constater que l'art, la culture et toutes les formes par lesquelles ils s'expriment sont dépendants de la vie sociale. Aujourd'hui, le combat de la classe ouvrière retrouve sa symbolisation dans la diversité des mou-

vements culturels qui fouillent dans cette époque des années 20 si particulièrement féconde, où le théâtre absorbait toutes les disciplines de l'art (musique, chant, danse, architecture, peinture) qui questionnent ses « âmes mortes » que le Réalisme socialiste a fait taire et que le fascisme a mutilées, qui puisent leur

créativité dans le mouvement ouvrier.

Un pont est jeté entre les artistes de la révolution trahie et les artistes de maintenant, entre la classe ouvrière et les artistes d'aujourd'hui.

Anna Raime

## Dans l'objectif

### PROVINCES

#### AMIENS

NOTEZ QUE LE FILM DE Joris Ivens passe aujourd'hui (entre autres) : *Comment Yukong déplaça les montagnes, à la maison de la culture*. 14h 30 : programme 2 - 18 h 00 : programme 3 - 21 h 00 : programme 4. (Programme 1 : *Un village de pêcheurs, la Pharmacie - Programme 2 : Une caserne, entraînement au cirque de Pékin - Programme 3 : Autour du pétrole, impression d'une ville, pétition de l'opéra de Pékin, histoire d'un ballon - programme 4 : les artisans, la professeur Tsien, l'usine de générateurs*).

#### ANGERS

Le cinéma Le club projetera jusqu'au dimanche (en alternance) : *Xala et J'étais, je suis, je serai*. La JOC organise une soirée-débat samedi soir, et la projection d'un film : *Comme tu disais Valéry*, de Vautier.

#### CLERMONT FERRAND

A la cinémathèque l'Essai, dernière projection de *fous à délirer*. Quant au ciné-club clermontois il organise la projection d'un film de J.P. Mocky : *Solo*, samedi 22 à 20 h 15. Toujours à la cinémathèque l'Essai.

#### MARSEILLE

Archie Shepp est de passage demain samedi à Marseille !

#### METZ

A partir d'aujourd'hui et jusqu'au 12 juin, le théâtre populaire de Lorraine présentera sa dernière création : *Histoire de l'oncle Jakob*, de Jacques Kraemer. TPL : Ile de Saulcy - Metz. Nous en reparlerons.

#### LYON

Les trois films sur le nucléaire continuent à passer au « cinématographe » pendant le week-end. Renseignez-vous au 37 24 84.

#### ORLEANS

Toujours dans le cadre du festival du spectacle pour l'enfance et la jeunesse, mais samedi à 17 h 00 : de Walang Kulit, c'est-à-dire le théâtre d'ombres de Java. Le dalang (le marionnettiste) est aussi un comédien qui doit faire parler à lui seul environ 150 figurines différentes !

Il est aussi musicien... et il y a encore bien d'autres choses à découvrir en allant voir ce spectacle.

*T'es dans la rue, Ba t'es chez toi*, spectacle de chansons, poèmes et sketches (des textes de Jean Rictus et Aristide Bruant) - Samedi 22 mai à 15 h 00.

#### PONTOISE

C'est aujourd'hui que débute trois semaines d'informations sur l'Amérique Latine (avec la participation de France-Amérique Latine). 1MJC Pontoise : 7, place du petit Martroy - Tel : 464 12 04

#### REVEL

Eric raj, le chanteur Occitan y sera samedi à 21 h 00, à la fête de Lutte occitane.

#### BANLIEUE

#### AUBERVILLIERS

En vrac, sachez que : *Un ferré peut en cacher un autre*

samedi 1 à 20 h 30 et *Monthy Python, Ivan le terrible, les Sept samouraï* pendant tout le week-end au théâtre La Commune. Renseignements à 833 16 16

#### GIF

Samedi, au local de l'Abbaye (sous/sol du centre commercial) : *Parade*, de J. Ttai, à 21 h 00.

Lard Free est samedi à Noisy-le-Sec

#### SEVRES

Le théâtre action de Prairial présente au festival-rencontre de Sèvres la pièce d'André Benedetto : *Le petit train de M Kamodé*.

#### PARIS

#### SPECTACLES

*Gueule de tabouret* de et par Henri Grugman aux Blancs-Manteaux à 20 h 00 jusqu'à la fin mai. Spectacle sur le quotidien et l'insolite.

#### CHANSONS

Alain Giffoux et Gary Petersen jouent du folk au Théâtre Mouffetard jusqu'au 22 mai.

## télévision

### SAMEDI

#### TF 1

- 18.40 Six minutes pour vous défendre
- 18.50 Magazine auto-moto sirène 76
- 21.30 Regan, 5<sup>e</sup> épisode d'une série britannique

#### A 2

- 14.05 Hawaï, police d'Etat l'homme aux cent visages
- 15.00 En direct du festival de Cannes
- 16.00 Rugby : Montferrand-Graulhet
- 17.30 En direct du festival de Cannes
- 18.00 Clap
- Des extraits de *Cadavres exquis*, de Francesco Rosi ; de *Affreux, sale et méchant*, d'Ettore Scola ; et de *Le locataire* de Roman Polanski, et de *1900* de Bertolucci
- 20.30 Concert Sarah Vaughan
- L'émission fut enregistrée en novembre 1975 au Palais de Chaillot. Sarah Vaughan chante : *L'Il remember april, on a clear day lover man*, etc. Avec Carl Schroeder, au piano, Bob Madjusson à la basse et Jimmy Cobb, à la batterie.
- 20.55 Football : Hongrie-France

#### FR 3

- 18.15 Breiz o veva, émission pour la région de Rennes
- 18.45 Pour les jeunes
- 19.05 Programmes régionaux
- Sammy Price à Lille (*indiana, What cant'I say dear*) et jazz workshop. Entre autres...
- 20.00 Spécial Cannes
- 20.30 Printemps en hiver, film TV de Jean Louis Colmant. La redécouverte de l'amour par un homme et une femme au crépuscule de leur vie

### DIMANCHE

#### TF 1

- 12.00 La séquence du spectateur
- 13.20 Le petit rapporteur
- 19.15 Les animaux du monde
- 19.45 Journal
- 20.30 Les caïds, film de Robert Enrico (1972), de série noire
- 22.15 Pour le cinéma ; dédicée à Charles Vanel, l'émission présente de courts extraits des films présentés à Cannes
- 23.15 Journal

#### A 2

- 12.00 C'est dimanche
- 12.05 Caméra complice
- 12.30 Midi 2
- 13.00 Dessin animé
- 17.15 L'heure de Pierre Tchernia
- 18.10 Robin des bois, série américaine dirigée par Mel Brooks
- 20.30 Système 2
- 21.50 Ardéchois cœur fidèle, feuilleton
- 22.50 Journal

#### FR 3

- 11.00 A écrans ouverts
- 11.30 Immigrés parmi nous. Le travail des femmes.
- 20.05 Les animaux chez eux
- 20.30 Les visiteurs du dimanche soir ; la fête à Cannes. Rétrospective, promenade à Cannes, entretien avec des cinéastes dont Francesco Rosi qui parle de Pasolini et de Visconti
- 22.15 Journal
- 22.30 Cinéma de minuit ; Cycle Frank Borzage (1938). C'est peut-être la seule émission du week-end qui vaille la peine d'être vue. Alors n'en disons pas plus.

### CANNES : FESTIVAL POPULAIRE DU FILM POLITIQUE

Du 23 au 26 mai 1976 se tiendra au cinéma Le Lido à Cannes le troisième festival populaire du film politique. Organisé par le PSU, ce festival a pour but de faire connaître des films qui traitent des problèmes des travailleurs et des luttes qu'ils mènent à l'échelon national et international. Des débats politiques se rapportant aux films seront organisés à chaque soirée.

Dimanche 23 mai : le cinéma portugais d'inteci; débats avec les réalisateurs de films et les membres des coopératives de production.

- 14h Coopérative agricole Torre Bela de Louis Galvao Teles
- 14h 35 Ocupação de terras na Beira Baixa d'Antonio Macedo
- 15h 15 débats
- 16h Un Anniversaire d'Edouardo Serra
- 16h 25 Débat
- 17h Lucia et Conceição de Cinequipa
- 17h 25 Une famille d'Alentejo de Cinequipa
- 18h 05 Débat
- Luttes internationales
- 19h La cueillette de l'olive de Cinequipa
- 19h 50 Débat
- 20h 30 Gloria Mundi de Niko Papatakis.
- 22h Débat avec N. Papatakis.
- 23h Contre censure ou Main basse sur le Cameroun de Gérard Lechène et Nathalie Barton.
- 23h 30 Débat.

### MJC Benedetti

19 mai, 17 heures, place de l'Hôtel de ville, à l'appel du comité de soutien à la MJC Benedetti de la Porte de Vanves, plusieurs dizaines de travailleurs sociaux, adhérents, jeunes... ont tenu le pavé pendant environ une demi-heure devant la préfecture. Conduite par Daniel Benassaya, conseiller de Paris, socialiste, une délégation n'a pu que remettre un dossier et des pétitions à un sous-fifre, un sous-préfet chargé de mission sans le moindre pouvoir. Ce rassemblement, bien que peu massif, n'est pas un échec, ils s'inscrivent dans une longue série d'initiatives destinées à exiger le maintien du directeur dans ses fonctions et le versement des subventions supprimées par le préfet.

La présence d'autres représentants de MJC venus par solidarité et aussi par désir de coordonner les différentes luttes en cours, constitue un élément nouveau important. Une initiative commune à plusieurs MJC en lutte : 6 heures sur l'éducation populaire et la culture, est envisagée pour le mois de juin.

Correspondant

### BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

- Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
- Le chèque, barré, est à l'ordre de Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.
- Pour les plis fermés et l'envoi par avion écrire au journal.
- Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.
- Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.



**Les Dassault ont gagné. Après huit semaines de lutte, ils ont décroché des augmentations qui vont de 400 à 700 francs par mois. Alors que, depuis les cantonales, un grand nombre de luttes significatives ont débouché sur des échecs (SNCF, Peugeot Beaulieu, Bourgogne-électronique), cette victoire retient l'attention. Il importe pour l'ensemble des travailleurs d'en tirer les leçons.**

L'enjeu de cette lutte a très vite dépassé le cadre d'un conflit entre les Dassault et leur patron. Les travailleurs du trust ont senti qu'ils avaient affaire à forte partie : l'U.I.M.M. (l'Union des industries métallurgiques et minières), la puissante organisation patronale de la métallurgie, qui affrontait au même moment plus d'une centaine de grèves sur les classifications, s'opposait violemment à ce que Dassault fasse des concessions sur ce terrain (même s'il en avait les moyens). Chirac en personne s'est permis, en pleine négociation, d'envoyer un télégramme pour lui conseiller la fermeté. Dassault a pourtant été contraint de céder.

Les raisons de cette victoire ? Elles sont simples : jamais dans toute l'histoire du trust, on n'avait connu de lutte aussi généralisée, aussi massivement suivie : à Martignas, Mérignac, Biarritz, Istres, CMM, Boulogne, Argenteuil, Vélizy, St-Cloud, c'était le même refus de foudroyer la grille patronale des salaires et de la prime divisant les travailleurs.

Dans les usines les plus chaudes, d'où est parti le mouvement (Martignas, Istres, Anglet), la lutte a été d'emblée massive : dès les premières grèves partielles, 80-90% du personnel a débrayé. Pour la première fois, le mouvement a très largement débordé au-delà des secteurs de la production : dans une branche où le pourcentage de techniciens et d'employés est très élevé, c'est là un atout important.

Enfin la forme de lutte utilisée (coulage de la production) frappait la direction à la caisse, sans coûter trop aux travailleurs. Elle s'est

marquée par une formidable explosion d'insolence ouvrière, qui est apparue dans le tonus des manifestations.

Si la lutte a pu obtenir de tels résultats, cela est dû avant tout à la combativité ouvrière qui s'est maintenue durant ces longues semaines. Chaque concession patronale, loin de démobiliser, apparaissait aux travailleurs comme un encouragement à durcir la lutte. Les directions syndicales CGT et CFDT, devant la force de cette combativité, n'ont pas freiné le mouvement. Elles ont même lancé le mot d'ordre d'extension de la production 001 sur l'ensemble du trust.

Des limites sont cependant apparues dans ce mouvement ; des limites qu'il faut mentionner, si l'on veut faire de ce bilan non un tableau idyllique, mais un moyen de tirer des leçons pour les luttes à venir.

Elles se sont d'abord manifestées au niveau de la démocratie ouvrière : certes les syndicats ont réussi à imposer que les négociations se fassent avec des représentants de chaque usine, ce qui a permis des compte-rendus réguliers en assemblée générale. Mais les A.G. ont été souvent plus des réunions d'information, que de réel débat. A Dassault Martignas, où s'étaient mis en place, avec l'accord de la CGT, des comités de lutte, ceux-ci ont déperlé au moment des négociations. Et l'unité de l'ensemble des usines du trust ne s'est pas maintenue jusqu'au bout, les travailleurs de Paris ayant repris le travail avant ceux de Bordeaux.

Autre point à discuter : l'orientation donnée aux négociations où tout fut centré sur la grille. Il aurait

sans doute été possible de mettre plus l'accent sur d'autres revendications comme le retour immédiat aux quarante heures. Beaucoup de travailleurs sont convaincus qu'il aurait été possible de les arracher pour tout de suite.

Enfin cette lutte est restée cantonnée au trust Dassault : il n'y a pas eu de liaison avec le reste de l'aéronautique : à la SNIAS par exemple, où les travailleurs ont subi des attaques sur les classifications, on en est resté aux déclarations sur la défense du Concorde. Cette absence de coordination est encore plus patente au niveau de l'ensemble de la métallurgie : alors que plusieurs dizaines de milliers de métallos étaient en grève en même temps contre la grille de l'U.I.M.M., la seule perspective centrale qui leur a été donnée par les fédérations se limita à deux journées d'action.

Mais, tout en soulignant un certain nombre de limites, il ne faut pas perdre de vue la leçon essentielle de cette lutte : parce qu'ils se sont battus huit semaines sans faiblir, parce qu'ils ont su donner des formes de lutte efficaces, parce qu'ils ont réalisé la coordination à l'échelle du trust, les Dassault ont réussi à arracher la victoire la plus nette, et les résultats les plus importants de toutes les grandes luttes ouvrières depuis le début du gouvernement Giscard.

Les résultats sont même si impressionnants que l'*Humanité*, qui, pendant plus de deux mois, n'a jamais consacré qu'une place réduite à cette lutte, en tire aujourd'hui le bilan à sa manière : une grande victoire de la seule CGT (l'unité syndicale, qui fut essentielle dans ce mouvement, est passée sous silence), et une moisson d'adhésions pour le PCF... De son côté, Edmond Maire y voit un exemple de l'efficacité de la tactique de « harcèlement » préconisée au lendemain des cantonales (ce qui pour une lutte de 8 semaines sur l'ensemble d'un trust est tout de même paradoxal).

En fait les travailleurs de Dassault, qu'ils soient militants de la CGT ou de la CFDT, qu'ils fassent confiance au PCF ou se reconnaissent dans l'extrême-gauche, ont montré en pratique qu'en se donnant les moyens de vaincre, en coordonnant leurs luttes, les travailleurs peuvent arracher la satisfaction de leurs revendications sans attendre 1978.

F.L.

« Production 001 », ce mot d'ordre de lutte, qui sonne comme un défi lancé à la direction est parti de l'usine de Martignas à Bordeaux, l'une des plus combattives de tout le trust. Le patron tergiverse, il négocie à la vitesse 001 ; eh bien, nous ferons, nous aussi, une production 001. Partie d'un atelier, où les travailleurs ont lancé le « tam-tam » en cognant sur tout ce qui pouvait faire du bruit dans l'usine, pour enchaîner par des périodes de silence complet, la désorganisation de la production s'est étendue d'abord à toute l'usine, puis à tout le trust. Nous publions ici l'interview de Daniel, un militant CGT de l'usine de Martignas.

● Comment est née l'idée de la production 001 ?

A l'origine, l'idée c'était de trouver le moyen de paralyser la production, sans entamer les salaires. On savait qu'en face de nous il y avait un patronat puissant. On sentait que la lutte serait longue, et qu'il faudrait l'étendre au niveau du trust où toutes les entreprises n'étaient pas aussi mobilisées qu'à Bordeaux. C'est pourquoi, malgré la combativité énorme qui régnait dans l'usine, les travailleurs ont refusé la perspective de grève illimitée avec occupation, et la forme de lutte choisie a été la production 001.

● Comment cela s'est passé concrètement ?

En fait l'enchaînement a été assez rapide. C'est parti d'un secteur de l'usine de Martignas, où a été lancé le Tam-Tam : cinq minutes de vacarme, un quart d'heure de silence. La production a vite dégringolé. On pointait le matin, on pointait le soir. Mais dans la journée, on ne faisait plus grand chose dans l'usine. Et, comme la maîtrise avait adopté une attitude de neutralité et refusait de noter les grévistes, on continuait à être payés. On continuait à être payés. En fait, très vite, on en est arrivé à une occupation de fait, même si le mot n'a pas été prononcé.

Au bout d'un moment les directions syndicales ont lancé le mot d'ordre d'extension de la production 001 à tout le trust. D'autres usines l'ont donc repris, y compris celle de Mérignac à Bordeaux, moins combattive que celle de Martignas.

● cette forme de lutte, où la frontière entre la production et la grève n'est pas évidente, où les travailleurs ne jouent pas le jeu (On pointe et on ne travaille pas) ne débouche-t-elle pas sur une remise ne cause des rapports entre l'ouvrier et son travail ?

Oui, mais on peut dire qu'elle

n'a pas été vécue de la même façon par tout le personnel : dans les vieilles couches de travailleurs, où les valeurs de la « conscience professionnelle » sont les plus enracinées, beaucoup continuaient à travailler au début en dehors des périodes officielles de débrayages partiels : « Là je ne suis plus en grève, je travaille normalement ». Par contre, dans les couches ouvrières plus jeunes, qui subissent le plus durement la déqualification et le morcellement des tâches, le travail est vécu comme un moyen de gagner sa croûte et rien de plus. Là, la production 001 a été comprise comme un refus pur et simple de continuer à travailler. Au bout du compte, après plusieurs semaines de lutte, on constate des écarts sensibles dans les retards de production accumulés dans différentes équipes de l'usine.

Durant la lutte il y a eu une certaine remise en cause de l'organisation du travail. Il y a même eu des discussions où le problème a été posé : si l'Union de la Gauche passe, comment serait-il possible de travailler différemment dans l'usine ?

● Est-ce que tout cela a eu des conséquences après la reprise du travail ?

● Bien sûr, certains chefs d'équipe ont cru que le moment était venu de faire « rentrer les choses dans l'ordre ». Ils ont été aussitôt mis en garde : « Attention ! On a repris le travail, mais la grève n'est que suspendue... » Un exemple pour montrer le climat : il y a un atelier qui fabrique des produits toxiques, où les travailleurs réclamaient une ventilation depuis trois ans. Ils ont donné un ultimatum à la direction, huit jours après la reprise du boulot : si tel jour le problème n'est pas réglé, c'est la grève... Ils ont obtenu immédiatement satisfaction. Cela montre la mobilisation qui se maintient après la reprise.

## ce qu'ils ont obtenu

- 150 francs uniformes pour tous, + 80 francs pour les travailleurs de l'atelier
- le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat se fera sur la base de 2% de plus que l'indice INSEE
- pas de treizième mois inférieur à 3000 francs. et suppression de la clause d'absentéisme, qui permettait d'amputer le treizième mois à moitié en fonction de la présence dans la boîte.
- suppression d'une demi-heure de travail chaque semestre ; retour aux quarante heures prévu pour Mai 78.
- Intégration de toutes les primes au salaire.
- Augmentation de 20% du temps de délégation syndicale
- un jour de congé par enfant malade, et une demi-journée pour la rentrée scolaire.
- cinquième semaine de congés payés
- départ en pré-retraite à 60 ans pour tout le personnel, etc.
- ...et tous les jours de grève payés sur la base de quarante heures